

Les enjeux de la réindustrialisation dans les territoires

Nouvelle géographie de l'industrie en France, innovation, flux de marchandises et besoin en énergie

Volet 2. Synthèse globale
et Volet 3. Zooms territoriaux de l'étude

AVANT PROPOS DE LECTURE

Ces deux volets (Synthèse globale et Zooms territoriaux) mandatés par la direction du pôle Analyses et diagnostics territoriaux, chargée de l'animation de l'Observatoire des territoires (OT) à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), ont été réalisés par l'équipe PwC en charge de la mission : Charline Brot (Pilote du projet et rédactrice), Emérence Nouhaud (Rédactrice), François Cartier Laurin (Directeur de projet); Olivier Cheviyer (Associé PwC), Yoann Derriennic (Associé Leader Capital Projects and Infrastructures).

Ces deux rapports s'inscrivent pleinement dans l'étude : enjeux de la réindustrialisation dans les territoires – nouvelle géographie de l'industrie en France, innovation, flux de marchandises et besoin en énergie et viennent enrichir l'Etat des lieux (volet 1) produit par l'ANCT et pour lequel PwC a également contribué, notamment sur la rédaction de la partie territorialisation de l'innovation.

Bien que chaque document puisse être lu indépendamment, nous recommandons vivement aux lecteurs de se référer aux documents suivants pour obtenir une vision globale et cohérente de l'étude :

- **L'état des lieux** : Ce document fournit une analyse approfondie de la situation actuelle, offrant un contexte essentiel pour comprendre les enjeux et les dynamiques territoriales.
- **La synthèse globale** : Ce document rassemble les principales conclusions issues des différents zooms territoriaux, offrant une vue d'ensemble des résultats de l'étude.
- **Les zooms territoriaux** : Ces documents détaillent les analyses spécifiques à chaque territoire, permettant d'appréhender les particularités locales et les défis spécifiques.

Nous espérons que cette approche vous permettra de mieux appréhender les différentes dimensions de notre étude et de tirer pleinement parti des informations et des analyses présentées.

Le présent document a été réalisé par PwC dans le cadre des travaux de l'Observatoire des Territoires sur « les enjeux de la réindustrialisation dans les territoires », et validé par le Comité de pilotage de l'étude de l'ANCT. Il est destiné à fournir une analyse basée sur les informations publiques disponibles à la date de sa publication et ne saurait être interprété comme une position officielle de PwC ou de ses partenaires.

Les zooms territoriaux présentés ont été effectués sur des territoires sélectionnés par l'ANCT. Ils reposent sur des données accessibles en sources ouvertes, des visites de terrain, des entretiens menés avec les acteurs locaux ainsi que sur la contribution des partenaires impliqués dans le Comité de pilotage de l'étude de l'ANCT.

Ces informations étant susceptibles d'évolution et dépendantes de sources externes, PwC ne peut garantir leur exhaustivité ni leur actualité. Si de nouvelles informations venaient à être disponibles, nos conclusions et constatations pourraient en être modifiées. En conséquence, PwC décline toute responsabilité à l'égard des tiers quant à l'utilisation qui pourrait en être faite et aux décisions prises sur la base des éléments exposés.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre gratitude aux personnes suivantes :

- Nous remercions tout particulièrement François Philizot (Président OT), Sylviane Le Guyader (Direction générale déléguée appui opérationnel et stratégique) et Emma Riou (Analyste territoriale) pour leur relecture attentive et leurs précieux commentaires.
- Tous les membres du comité de pilotage pour leur participation active au groupe de travail et au comité réunis en novembre, janvier et mai 2025 :
 - François Philizot, président de l'Observatoire des territoires,
 - Sylviane le Guyader, cheffe du pôle Analyses et diagnostics territoriaux
 - Emma Riou, analyste territoriale PADT (ANCT)
 - Jean-Baptiste Gueusquin, Aurélie Aïchour, Eliott Duraffour (ANCT-Programme Territoires d'industrie - TI)
 - François Tainturier (DGITM)
 - Philippe Mutricy, Elise Tissier, Matéo Szmidt, Tatiana Lluent (BPI France)
 - Isabelle Laudier, Camille Simoes, Lara Prunenec, Lucas Gondolfo (Caisse des Dépôts)
 - Georges Hemery, Paul Cusson, Angelique Palle, Balthazar Vatimbella (DGE)
 - Camille Freppel (Insee)
 - Lucas Chevrier (Intercommunalités de France)
 - Gregory Claeys (France Stratégie)
 - Sinaa Thabet, Laure Prevot (Région de France)
 - Caroline Granier, Vincent Charlet, Diana Karachanski (La Fabrique de l'industrie)
- Tous les chefs de projets TI et leurs collègues pour leur disponibilité et la transmission de leur fine connaissance de leur territoire :
 - **Carine Daurat** pour la Vallée de l'Arve,
 - **Emilie Morin** pour Lamballe Terre & Mer,
 - **Audrey Le Bars et Baptiste Crabos** pour Lacq-Pau-Tarbes,
 - **Thierry Gallerand et Isabelle Burel** pour l'Axe Seine,
 - **Xavier Prévotat, Justine Lobbé et Didier Klein** pour Nord Franche-Comté.
- Olivier Lluansi pour sa disponibilité et le partage de sa vision de l'industrie française.
- Pour toutes les personnes interrogées dans le cadre de la réalisation de ces zooms territoriaux (entités mentionnées à la fin de chaque Zoom).

SOMMAIRE

01 – Introduction : présentation de l'étude et méthodologie associée

Présentation de l'étude dans sa globalité

- Le thème et l'objectif de l'étude en quelques mots
- Le rôle et la contribution de PwC à la réalisation et la production de l'étude
- Les livrables associés (Etat des lieux et zooms territoriaux)
- Le comité de pilotage multi-partenarial réuni plusieurs fois

Périmètre et données explorées dans les zooms territoriaux

- Le choix de sélection et le périmètre des zooms territoriaux
- La méthodologie d'analyse utilisée
- Une description plus précise de la rosace des aménités
- Les limites de l'étude

02- Synthèse globale et grands enseignements des zooms territoriaux

Ces quelques pages introduisent et synthétisent les contributions et les enseignements apportés par l'exploration de l'histoire des territoires analysés et des différents entretiens menés.

03 – Présentation des zooms territoriaux

Dans les pages suivantes, vous pourrez découvrir les zooms territoriaux réalisés sur les 5 territoires d'industries sélectionnés pour incarner une filière, un secteur ou illustrer des facteurs externes particulièrement développés ou contraignants concourant à la caractérisation spécifique de l'industrie sur un territoire.

- [Lacq Pau Tarbes](#)
- [Vallée de l'Arve](#)
- [Lamballe Terre & Mer](#)
- [Nord Franche-Comté](#)
- [Axe Seine](#)

Annexes

01

Introduction

Présentation de l'étude et méthodologie

01 – Présentation de l'étude et méthodologie associée

Présentation de l'étude

Le thème et l'objectif de l'étude en quelques mots

Dans le cadre de son programme d'études 2024/2025, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), en lien avec l'Observatoire des territoires, a lancé la réalisation d'une étude sur "les enjeux de la réindustrialisation dans les territoires : nouvelle géographie industrielle, innovation, flux de marchandises et besoins en énergie". Cette étude vise à objectiver, par une approche analytique et prospective, les déterminants du développement industriel et leurs disparités territoriales. Elle s'articule autour de deux axes : (1) la nouvelle géographie industrielle : dynamiques liées à l'emploi, à la spécialisation industrielle et à l'innovation ; (2) les aménités physiques et environnementales, en mettant l'accent sur des ressources telles que les capacités en eau et en énergie, le foncier économique et les infrastructures logistiques.

Cette étude a pour objectif de dresser un état des lieux national, basé sur des données quantitatives, complété par des études de cas qualitatives (zooms territoriaux) menées sur le terrain, afin de mieux comprendre les enjeux locaux de la réindustrialisation.

Le rôle et la contribution de PwC à la réalisation et la production de l'étude

Dans ce cadre évoqué ci-dessus, PwC a été mandaté par l'ANCT pour intervenir sur deux aspects : Un enrichissement de l'état des lieux de la géographie industrielle et de la réindustrialisation – notamment via la rédaction de la partie territorialisation de l'innovation et des zooms territoriaux pour identifier les atouts, faiblesses et enjeux des territoires en fonction de leur typologie.

Sur ce dernier point, objet principal du document ci-dessous, PwC, en concertation avec l'ANCT, a souhaité organiser une série d'entretiens et/ou de focus-group, sur cinq territoires, réunissant des acteurs clés sélectionnés avec l'appui des chefs de projets Territoires d'industrie. Ces échanges ont pour but de recueillir la perception des acteurs qui font l'industrie sur chaque territoire, et leur expérience sur les thématiques abordées voire des préconisations en termes d'actions publiques.

Les livrables associés (Etat des lieux et zooms territoriaux)

La synthèse globale proposée et ces zooms territoriaux s'inscrivent dans le cadre de l'étude menée par l'ANCT mentionnée précédemment et intitulée « Les enjeux de la réindustrialisation dans les territoires : nouvelle géographie industrielle, innovation, flux de marchandises et besoins en énergie ». Elle s'inscrit dans la continuité de cet état des lieux et détaille la démarche et la méthodologie des cinq zooms territoriaux associés. Ceux-ci illustrent les dynamiques de réindustrialisation des territoires sélectionnés. Nous conseillons au lecteur de prendre donc également connaissance du volet 1 : Etat des lieux.

Un comité de pilotage multi-partenarial réuni plusieurs fois

Lancée en novembre 2024, cette étude a réuni un comité de pilotage multi-partenarial à 3 reprises afin de partager données et études précédemment réalisées sur le sujet :

- François Philizot, président de l'**Observatoire des territoires**
- Sylviane le Guyader et Emma Riou (**ANCT-PADT**)
- Jean-Baptiste Gueusquin, Aurélie Aïchour, Eliott Duraffour (**ANCT-TI**)
- François Tainturier (**DGITM**)
- Philippe Mutricy, Elise Tissier, Matéo Szmidt, Tatiana Lluent (**BPI France**)
- Isabelle Laudier, Camille Simoes, Lara Prunenec, Lucas Gondolfo (**Caisse des Dépôts**)
- Georges Hemery, Paul Cusson, Angelique Palte, Balthazar Vatimbella (**DGE**)
- Camille Freppel (**Insee**)
- Lucas Chevrier (**Intercommunalités de France**)
- Gregory Claeys (**France Stratégie**)
- Sinaa Thabet, Laure Prevot (**Région de France**)
- Caroline Granier, Vincent Charlet, Diana Karachanski (**La Fabrique de l'industrie**)

Périmètre et données explorées dans les Zooms territoriaux

Sélection et périmètre des zooms territoriaux

Les zooms territoriaux ont été sélectionnés pour représenter une diversité de trajectoires et de stratégies industrielles, plusieurs critères de sélection ont permis d'affiner le choix de ces territoires :



Leur localisation : les territoires sont situés à différents endroits du territoire français, pour présenter une diversité de problématiques et contraintes (accès à la mer, enclavement, région à la pointe de l'innovation).



Leur spécialisation industrielle : Ces territoires présentent une spécialisation industrielle différente les uns des autres, afin de montrer un échantillon « représentatif » des industries françaises.



Une trajectoire face à la désindustrialisation et réindustrialisation (« Passé ») : Chaque territoire présente une trajectoire plus ou moins spécifique aux vues des grands mouvements de désindustrialisation et réindustrialisation des dernières décennies/années.

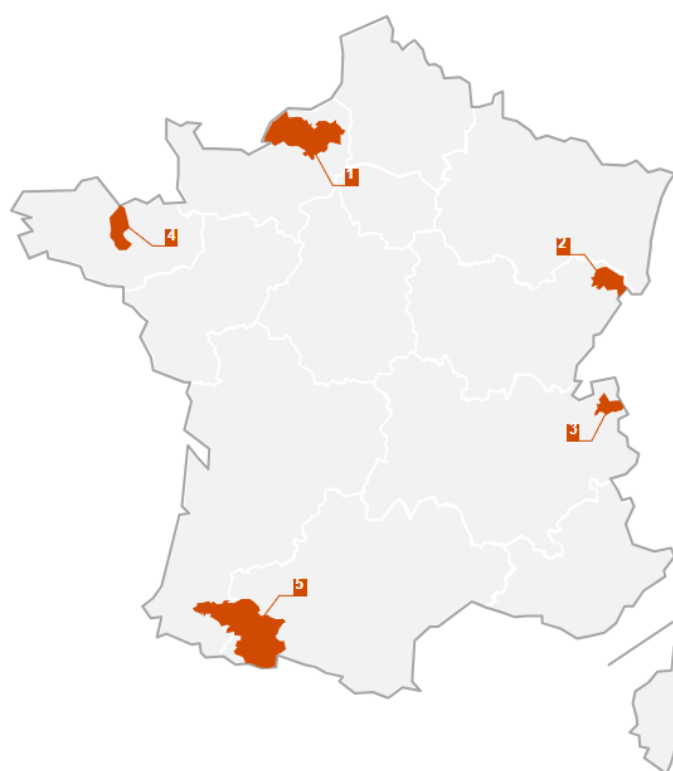


Un capital physique/environnemental (infrastructure) : A la lecture des axes d'analyse proposés par l'ANCT, chacun des territoires pourrait être illustratif d'une situation spécifique au regard des différents enjeux sur le capital physique des territoires et sur la gestion des aménités environnementales.



Une planification face aux enjeux de demain (« Futur ») : La résilience des territoires et leur capacité à planifier leurs transitions (notamment environnemental, à l'inverse de territoires éventuellement « fragiles ») est un des éléments que l'ANCT souhaite mettre en avant.

A l'issue du Copil de janvier, les territoires retenus pour analyse sont les suivants :



- (1) Axe Seine**
(Normandie)
- (2) Nord Franche-Comté**
(Bourgogne-Franche-Comté)
- (3) Vallée de l'Arve**
(Auvergne-Rhône-Alpes)
- (4) Lamballe Terre & Mer**
(Bretagne)
- (5) Le secteur Lacq-Pau-Tarbes**
(Occitanie / Nouvelle Aquitaine)

Figure 1 Liste des territoires ayant fait l'objet d'un zoom dans le cadre de cette étude

Méthodologie d'analyse pour la réalisation des zooms territoriaux

Cette étude explore la manière dont cinq territoires industriels (Vallée de l'Arve, Axe Seine, Lamballe Terre & Mer, Nord Franche-Comté, Lacq-Pau-Tarbes) s'approprient les transformations industrielles en cours, en s'appuyant sur leur histoire, leurs ressources et leurs écosystèmes.



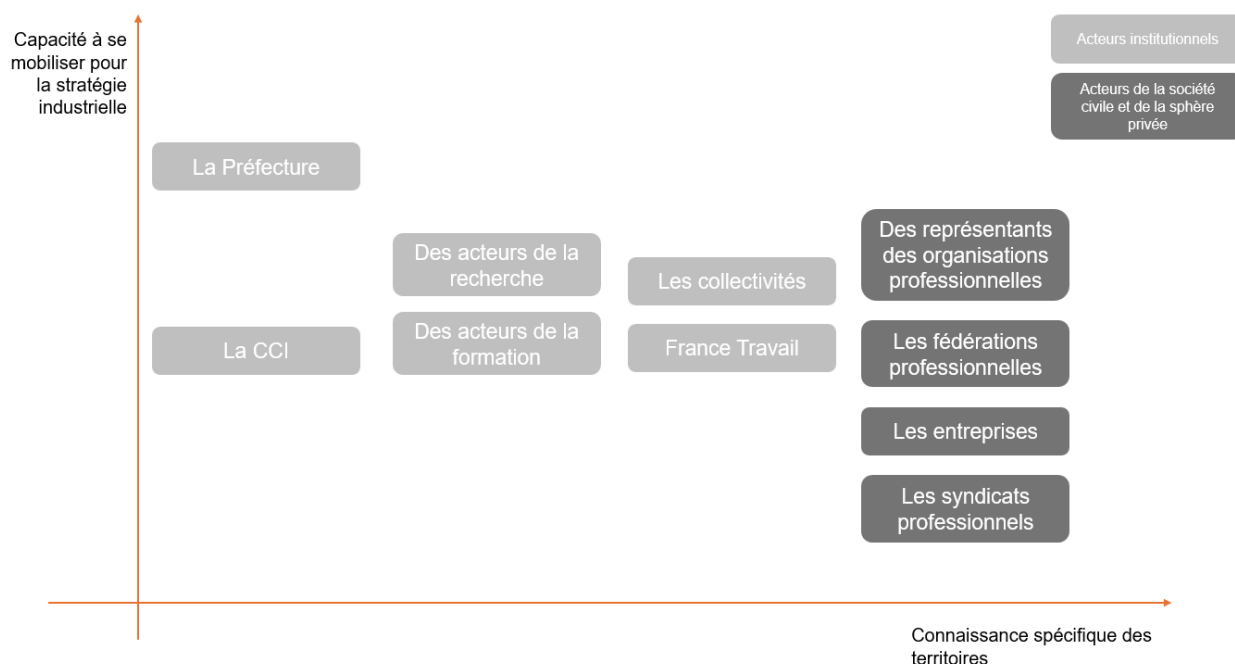
Via des entretiens semi-directifs et visites de terrain conduits en laissant le plus possible la parole libre aux participants afin d'analyser tant les contenus des discours que leurs structures.

Afin de répondre au double objectif d'illustrer les axes d'analyse et points saillants soulevés par l'état des lieux et de servir de données d'entrées pour la rédaction des zooms territoriaux, les entretiens ont permis d'aborder les problématiques suivantes :

Quelques exemples de questions soulevées :

- *Présentation du territoire et stratégie industrielle : Quelle est la vision locale pour le développement industriel du territoire à court/moyen terme ? Quelle est la dynamique entre les acteurs ?*
- *Dynamiques de désindustrialisation et de réindustrialisation : quels sont les principaux facteurs ayant conduit à la désindustrialisation de votre région ? quelles sont les initiatives pour encourager cette dernière ?*
- *Quels sont les principaux enjeux liés à la formation et à la main d'œuvre sur le territoire ? pour cette filière de manière spécifique ?*
- *Innovation et technologie : quel est le rôle de l'innovation dans la stratégie industrielle locale ? Comment les entreprises soutiennent-elles la recherche et le développement ?*
- *Impact du capital physique : Quel est l'état actuel de la chaîne logistique et des infrastructures industrielles dans le territoire ? Quelle résilience face aux enjeux de demain ? accès au foncier, accès à l'électricité ?*
- *Contraintes environnementales : Quelles sont les principaux enjeux environnementaux auxquels l'industrie locale est confrontée ?*
- *Quels sont les principaux risques et opportunités pour l'industrie locale à l'avenir ?*

Les parties prenantes ciblées dans le cadre de ces entretiens et interviews :





Via l'analyse d'un corpus documentaire :

1. **Académie des Technologies** – Réindustrialisation de la France : Enjeux et conditions de réussite – Décembre 2023
2. **ANCT** – Les indicateurs clés – Territoires d'industrie – Novembre 2024
3. **BPI France** – Industrie et Territoires : Comment gagner la bataille de la réindustrialisation ? – Mai 2024
4. **Direction Générale des Entreprises** – Où en est la réindustrialisation de la France ? – Mai 2024
5. **Direction Générale des Entreprises** – Baromètre industriel de l'Etat – Mars 2024
6. **France Stratégie** – Réindustrialisation de la France à l'horizon 2035 – Juillet 2024
7. **La Fabrique de l'industrie** – L'innovation de rupture, terrain de jeu exclusif des start-up ? – Décembre 2023
8. **La Fabrique de l'industrie** – Ces territoires qui cherchent à se réindustrialiser – 2021
9. **Régions de France** – Les stratégies et politiques industrielles des Régions françaises – Juin 2020
10. **Régions de France** – L'innovation au service de la production – Juin 2020



Via une recherche approfondie permettant la réalisation d'un portefeuille d'indicateurs issus de l'open data (vision non exhaustive)

Capital physique et infrastructures

- Part des raccordables à la fibre optique (2024) [INSEE](#)
- Montant des dépenses d'équipement par habitant de la commune (2023) [OFGL](#)

Innovation

- Demandes de brevet à l'INPI par département (2023) [INPI](#)

Logement et cadre de vie

- Taux d'équipements socio-culturels pour 10 000 habitants (2023) [BPE](#)
- Taux de vacance de plus d'un an (2017) [DGFIP – CGDD](#)

Insertion écologique et planification environnementale

- Nombre d'établissements industriels classés à risque Seveso (2024) [MTECT – Géorisques](#)
- Nombre d'espaces naturels (2024) [INPN, Réserves, parcs, sites naturels](#)

Flux logistique de marchandises

- Nombre d'entrepôts et de plateformes logistiques (EPL) de 10 000m² ou plus (2023) [CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques](#)
- Part des entrepôts et plateformes logistiques dont l'industrie est le secteur du groupe et de l'entreprise exploitant. Région, (2023) [CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques](#)

Transport et mobilité

- Distance de l'aéroport le plus proche
- Nombre de gares TGV [SNCF](#)

Foncier

- Disponibilité foncière et immobilière (en hectares disponibles) (2024) [Observatoire de l'artificialisation des sols, CEREMA](#)
- Secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique de 2012 à 2021, par département (2025) [Cerema, fichiers fonciers de début 2012 à fin 2021 ; Insee, démographie des établissements. \(2025\)](#)
- Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2009 et 2023. (2020) [Observatoire de l'artificialisation des sols – CEREMA, 2024](#)

Formation et main d'oeuvre

- Taux de croissance des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur au cours des 10 dernières années (%) (2020) [Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche \(2020\)](#)
- Proportion d'actifs occupés travaillant à l'étranger (%) (2020) [INSEE](#)

Besoin en eau

- Évolution des prélèvements en eau douce de l'industrie (%) 2014-2021. (2024) [BNPE, OFB](#)

Besoin en énergie

- Total net de la consommation (en milliers de TEP) (région). (2022) [INSEE](#)

Présentation et définition des données observées dans le cadre des zooms territoriaux

- **Une page de synthèse décrivant la dynamique et tendance à date de l'industrie sur ce territoire**

Cette synthèse macro est basée sur l'ensemble des données quantitatives et qualitatives recueillies dans la cadre de l'étude. Elle tend à objectiver les différentes perceptions des acteurs et donne une vision macro de la situation à date du territoire.

- **Une page dédiée au portait socio-économique du territoire**

L'objectif de cet exercice est de décrire brièvement l'historique du territoire et son positionnement industriel. Nous analysons la gouvernance et le périmètre géographique en fournissant des chiffres clés structurants pour mieux comprendre et resituer les enjeux sociaux et économiques.

- **Une page dédiée à l'industrie**

Cette section met l'accent sur une des filières étudiées sur ce territoire. Nous procédons à la recomposition d'un indice sectoriel de spécificité pour mieux identifier les particularités et les atouts de cette filière industrielle spécifique.

- **Une page représentant la rosace des aménités**

Cette vision a pour objectif d'identifier rapidement et de manière macro, les points forts, les opportunités ou les freins au développement de l'industrie sur le territoire étudié.

[Voir la description de la rosace des aménités ci-dessous](#)

- **Des focus appuyés sur des entretiens**

Après une description quantitative et qualitative de l'économie du territoire, avec un zoom progressif sur la filière industrielle choisie pour l'étude de cas, cette section des zooms territoriaux présente plus précisément 3 à 4 problématiques identifiées comme structurantes pour le territoire parmi les 10 ci-dessus. Ces dernières sont pré-identifiées à l'aide des recherches bibliographiques préalables et sont approfondies et challengées lors des entretiens avec les acteurs locaux présents. Cette liste est non exhaustive et pourrait être complétée par ailleurs.

[Voir la liste des entités interrogées à la fin de chaque zoom](#)

- **Le portefeuille d'indicateurs issus de l'open data**

Nous constituons un portefeuille d'indicateurs issus de l'open data. Ces indicateurs fournissent une base de données quantitatives pour analyser et évaluer les différentes dimensions étudiées dans le cadre des zooms territoriaux.

[Voir l'ensemble des sources des indicateurs répertoriés à date](#)

Description de la rosace des aménités

Capital physique et infrastructures

Base matérielle sur laquelle repose toute activité industrielle, un capital physique développé et des infrastructures modernes et entretenues, facilitent le développement d'activité industrielle.

Innovation

L'innovation est un moteur de l'industrie territorialisée, car elle permet aux entreprises de développer de nouveaux produits, d'améliorer leurs process et de rester compétitives sur le marché mondial.

Logement et cadre de vie

Les territoires doivent offrir une qualité de vie (logement, services publics, espaces verte) pour assurer une attractivité du territoire, réduire le turnover et augmenter la productivité.

Insertion écologique et planification environnementale

Les territoires doivent intégrer des considérations environnementales dans leurs stratégies de développement industriel (gestion des déchets, réduction des émissions industrielle, préservation des ressources naturelles, risques naturels et technologiques)

Flux logistique de marchandises

Les flux logistiques de marchandises jouent un rôle crucial dans la réindustrialisation en assurant la circulation efficace des matières premières, des produits semi-finis et des produits finis.

Transport et mobilité

Le transport et la mobilité facilitent l'accès aux marchés, aux ressources et à la main-d'œuvre. Des systèmes de transport efficaces permettent de réduire les coûts de déplacement et d'améliorer la connectivité.

Gestion du foncier

La gestion du foncier détermine l'accès aux terrains nécessaires pour l'industrie. Une planification foncière efficace permet de réserver des zones spécifiques pour l'industrie et d'éviter les conflits d'usage.

Formation et main-d'œuvre

Au vu des besoins en travailleurs pour opérer dans un environnement industriel moderne, les territoires doivent investir dans des systèmes éducatifs et de formation professionnelle adaptés.

Besoin en eau

Ressource essentielle pour les activités industrielles (refroidissement, nettoyage, ou comme composant dans les processus de production), la disponibilité et la gestion durable de l'eau sont des priorités.

Besoin en énergie

La disponibilité d'une énergie fiable, abordable et durable est essentielle pour attirer et maintenir les industries. Les territoires doivent s'équiper d'infrastructures énergétiques modernes.

Limites de l'étude et pistes d'approfondissement

- Le temps court de l'analyse ne permet pas de mesurer l'impact réel des politiques industrielles à moyen ou long terme.
- Les territoires sélectionnés sont emblématiques mais ne couvrent pas toute la diversité nationale, notamment les territoires ultramarins ou très ruraux. Il pourrait être pertinent d'élargir l'exercice.
- Certains risques de concurrence interterritoriale (fiscalité, attractivité) restent peu explorés ou hors champ d'analyse mais mériteraient un regard spécifique.

02

Synthèse globale

Grands enseignements des zooms territoriaux

Bref rappel du contexte global à prendre en compte – Voir Etat des lieux

La politique industrielle française s'inscrit dans un contexte international mouvant, marqué par plusieurs grandes tendances :

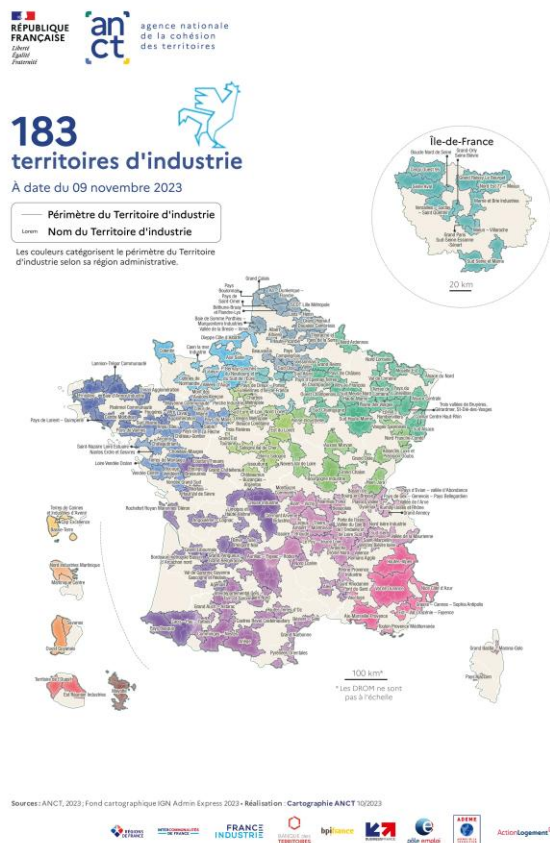
- **Au niveau international**, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont devenues plus vulnérables à la suite de la crise sanitaire, des tensions géopolitiques (Ukraine, Chine, États-Unis) et des politiques protectionnistes mises en œuvre dans certains pays comme les États-Unis. Cette conjoncture pousse la France et l'Europe à relocaliser des activités stratégiques et à renforcer leur autonomie industrielle.
- **Sur le plan européen**, des initiatives comme le Pacte vert pour l'Europe (Green Deal), les PIIEC (Projets importants d'intérêt européen commun) et la stratégie industrielle 2020-2030 jouent un rôle moteur dans la transformation de l'industrie existante (décarbonation). Ces dispositifs encouragent l'émergence de filières vertes (hydrogène, batteries, matériaux recyclés) et soutiennent financièrement les régions qui s'y engagent.
- **À l'échelle nationale**, plusieurs politiques structurantes ont été mises en place. Le programme "Territoires d'industrie" lancé en 2018, le plan France Relance (2020) et le plan France 2030 (2021) mobilisent des ressources financières et d'ingénierie sans précédent. La récente loi Industrie Verte renforce encore l'ancrage de la transition écologique dans la politique industrielle.
- On observe une territorialisation croissante des politiques publiques industrielles. L'État privilégie désormais les coopérations entre acteurs locaux — élus, industriels, centres de formation et agences de développement — afin de soutenir les projets adaptés aux spécificités économiques, sociales et écologiques de chaque territoire.

Focus sur le programme Territoires d'industrie

L'attractivité et l'agilité d'un territoire industriel passent inévitablement par la coordination des acteurs locaux, malgré leurs intérêts parfois divergents. Leur capacité à travailler autour d'un projet commun, qu'il s'agisse d'industriels, d'acteurs publics ou de chercheurs, sera déterminante pour l'industrie du territoire. C'est dans cette dynamique que s'inscrit le programme Territoire d'industrie, lancé en 2018, pour œuvrer à davantage de synergies locales en faveur de l'industrie. En novembre 2023, 183 Territoires ont été labellisés et seront soutenus dans leurs ambitions de réindustrialisation pour la phase 2 du programme.

Cette nouvelle phase s'appuie sur les priorités majeures issues de la première phase du programme TI :

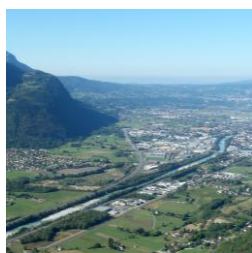
- Compétences : Renforcer la formation et le développement des compétences industrielles pour répondre aux besoins de l'industrie du futur.
- Transition Écologique : Accélérer la transition vers une industrie plus respectueuse de l'environnement en encourageant des pratiques durables
- Foncier : Favoriser la mise à disposition de terrains industriels pour soutenir le développement de projets industriels.
- Innovation : Stimuler l'innovation et la recherche pour garantir la compétitivité de l'industrie française.



I. Dynamiques territoriales : contexte local et spécificités

La réindustrialisation française intervient dans un contexte marqué par une **urgence écologique accrue**, la nécessité d'une **transition énergétique** ambitieuse, une **mutation technologique** rapide et une **compétitivité internationale** exacerbée. Si les approches sectorielles restent importantes, elles peinent cependant à saisir l'intégralité des enjeux complexes et souvent interconnectés qui dépassent largement les logiques classiques de filières.

La présente analyse propose donc une lecture territorialisée et systémique en se basant sur l'examen approfondi de cinq territoires industriels emblématiques : Lacq - Pau - Tarbes ; la Vallée de l'Arve ; Lamballe Terre & Mer ; le Nord Franche-Comté et l'Axe Seine. Chacun de ces territoires présente des caractéristiques distinctives mais fait également face à des défis communs majeurs.



La Vallée de l'Arve, située en Haute-Savoie, incarne un territoire historiquement industriel en quête de diversification. La filière historique du décolletage et de la mécatronique a connu des crises successives, fragilisant le tissu industriel local. L'ensemble de la chaîne de valeur collabore dans un rayon de 25 kilomètres mais reste toutefois vulnérable aux fluctuations du marché et à la concurrence frontalière, européenne et internationale. L'innovation et la diversification opérées par les industriels pour sécuriser leurs modèles, se réinventer et développer de nouveaux partenariats permettent néanmoins au décolletage de perdurer en Vallée de l'Arve.
[Voir le Zoom Vallée de l'Arve](#)



L'Axe Seine, colonne vertébrale industrielle, reliant Paris au port du Havre, structure une part majeure de l'économie française. L'Axe Seine est particulièrement tourné vers les filières de la chimie. Il représente une grande plateforme logistique stratégique, en pleine transformation environnementale. Les infrastructures portuaires facilitent les flux sur le territoire et renforcent la compétitivité des industries implantées localement, le long de la Seine. La démarche de décarbonation entamée par les transports mais aussi les sites des industries de chimie et pétrochimie dessinent l'émergence des technologies de pointe et des filières de recyclage, d'énergie décarbonée et d'écologie industrielle en Normandie. [Voir le Zoom Axe Seine](#)



Le territoire de Lamballe Terre & Mer, territoire breton, est emblématique du dynamisme agroalimentaire régional, pilier de la souveraineté alimentaire française. Pourtant il doit composer avec une transition complexe, caractérisée par une tension entre production agroalimentaire, contraintes foncières et enjeux environnementaux. Malgré une part d'actifs en déclin depuis plusieurs décennies, la filière représente 4 emplois industriels sur 5 localement et reste le moteur de l'économie locale et régionale. Néanmoins, l'industrie agro-alimentaire se modernise et investit, notamment dans la R&D, tout en faisant face à des défis de recrutement, de qualité de l'eau ou encore d'approvisionnement en matières premières. L'industrie conserve une acceptabilité sociale importante sur le territoire, notamment sur le littoral où cohabitent les résidences principales ou touristiques et les filières de la pêche et de la transformation des produits de la mer.
[Voir le zoom Lamballe Terre & Mer](#)



Le Nord Franche-Comté, région traditionnellement industrielle (Alstom, General Electric), fait le pari ambitieux de devenir un hub hydrogène majeur à l'échelle européenne. La culture industrielle locale a contribué à l'émergence de cette technologie depuis le début des années 2000. Avec un écosystème d'acteurs tourné vers cette filière, le territoire s'est développé sur l'ensemble de la chaîne de valeur, que ce soit dans les offres de formation, l'appui aux startups ou encore l'implantation de gigafactories. Aujourd'hui, malgré le soutien de la Région Bourgogne Franche-Comté et de l'Etat, la filière repose encore sur un marché volatile et trop peu rentable. [Voir le zoom Nord Franche Comté](#)



Enfin, Lacq-Pau-Tarbes, territoire situé à la croisée de la Nouvelle Aquitaine et de l'Occitanie, incarne une réindustrialisation plutôt réussie, notamment après l'arrêt des exploitations gazières à Lacq en 2013. Ce territoire reflète les défis d'un bassin en reconversion énergétique à la fois sur les secteurs aéronautique, chimique et énergétique, appuyé par un portage institutionnel efficace. Le territoire mise fortement sur l'aéronautique décarbonée et l'énergie verte, comme le montre le Groupement d'intérêt public ChemParc, réunissant collectivités et industriels autour d'un projet commun de transition écologique. Cependant la demande énergétique exponentielle attendue (jusqu'à 500 MW à horizon 2035) pose de sérieux défis en matière d'approvisionnement. [Voir le zoom Lacq – Pau – Tarbes](#)



Industries du décolletage en Vallée de l'Arve : gauche Groupe HBP (Marnaz), droite DGC Industries (Magland).

II. Approche transversale des principaux constats et besoins opérationnels remontés (ou conditions de réussite identifiées)

Cette analyse propose une lecture transversale des défis et besoins industriels communs identifiés dans les cinq territoires sélectionnés (et présentés en détail dans les zooms territoriaux) afin de mieux comprendre les conditions de réussite de la réindustrialisation locale ou, à contrario, ses freins ou « facteurs limitants ».

En premier lieu, malgré leur diversité, les territoires étudiés partagent plusieurs constats majeurs et des atouts communs, à la fois sur les aménités essentielles à la localisation industrielle et sur les filières stratégiques qu'ils portent.

D'abord, une **volonté claire de reconquête industrielle** émerge dans tous les cas. Les entreprises locales, les collectivités et les **institutions de formation** sont fortement mobilisées pour faire renaître ou transformer l'industrie, dans une logique de création de valeur locale et de développement durable. Ensuite, la **structuration de chaînes de valeur intégrées à l'échelle territoriale** apparaît comme un facteur déterminant de résilience. Les territoires qui réussissent combinent production, innovation, formation et logistique dans un même périmètre, favorisant les **synergies et l'ancrage durable des activités**. Cette intégration, notamment du **maillage logistique**, est identifiée par les acteurs eux-mêmes comme un levier essentiel de résilience économique, permettant aux territoires de mieux résister aux crises économiques et environnementales en renforçant leur autonomie stratégique.

Des exemples concrets issus des zooms illustrent cette **dynamique collaborative** : La vallée de l'Arve développe activement des coopérations inter-entreprises pour diversifier son tissu industriel vers des marchés à forte valeur ajoutée, tandis que le campus Aéro Adour à Tarbes constitue une initiative exemplaire où industriels, collectivités territoriales et établissements de formation collaborent étroitement pour former des compétences adaptées aux besoins réels du secteur aéronautique. Ces initiatives partenariales constituent un socle essentiel pour accélérer les projets industriels. La gouvernance locale, lorsqu'elle est organisée, inclusive et portée par des acteurs moteurs (autrement dit lorsqu'elle est incarnée), facilite le développement industriel et la recherche de solutions innovantes pour des investissements. Par exemple, des dispositifs comme le GIP Chemparc à Lacq vont permettre de porter le projet « ZIBAC – zone industrielle bas carbone » et d'accompagner les études associées.

Enfin, ces territoires, qui s'inscrivent désormais dans une dynamique de transition, cherchent à allier performance économique, attractivité et durabilité environnementale. L'enjeu n'est plus simplement de produire, mais de le faire avec un **impact local et écologique mesuré et accepté**. La question de l'acceptabilité sociale est donc centrale pour maintenir l'attractivité économique et sociale du territoire, mais aussi la bonne réalisation des projets sélectionnés.

Toutefois, ces territoires rencontrent plusieurs **défis transversaux majeurs**, nécessitant une attention et des solutions spécifiques. La rareté et le coût élevé du foncier industriel représentent un obstacle important, accentué par les contraintes juridiques imposées par l'objectif du Zéro Artificialisation Nette (ZAN), qui limite fortement les possibilités d'expansion urbaine et industrielle sur des terrains vierges. Deuxièmement, les entreprises industrielles expriment un besoin d'accès à une énergie compétitive et bas-carbone, un enjeu renforcé par l'ambition climatique nationale et européenne. La même remarque est exprimée sur la gestion de la ressource en eau. Des tensions importantes sur l'offre de logement rendent certains de ces territoires moins attractifs pour les travailleurs qualifiés et les cadres, freinant ainsi le recrutement et la croissance des entreprises locales. En parallèle, du développement de l'offre de formation, toutes les études terrains indiquent la nécessité de revaloriser à l'échelle nationale l'industrie comme un débouché d'avenir.

Enfin, les acteurs de terrain soulignent l'**instabilité chronique des politiques publiques industrielles**, caractérisée par des dispositifs parfois contradictoires ou de courte durée, qui nuit à la visibilité stratégique nécessaire pour les investissements industriels à long terme. Cette situation complique considérablement la planification et la mise en œuvre de projets industriels durables et la réindustrialisation, notamment dans une période où les investisseurs ont besoin de garanties. Par ailleurs, la logique de mono-filière ou de spécialité exclusive pour un territoire est remise en question. Bien que notre étude ait initialement ciblé une filière spécifique, chaque territoire a souligné la nécessité de la multiplicité et de la diversité des filières pour assurer leur survie tout en préservant leur identité propre. Par exemple, aujourd'hui, en raison des évolutions récentes, de nombreux territoires considèrent également le secteur de la défense et de l'armement comme un maillon complémentaire possible pour garantir une diversification économique efficace.

Cette étude confirme que la réindustrialisation et les axes identifiés de la phase 2 du programme Territoire d'industrie sont bel et bien engagés dans les territoires français. Les dynamiques locales sont riches, structurées, mais encore fragiles. Pour en assurer la pérennité, les leviers d'actions sont multiples, mais leur efficacité repose sur la **qualité de la coordination et de l'incarnation du sujet au niveau local**, la lisibilité et la stabilité des politiques publiques et la capacité à traduire les ambitions nationales en dynamiques locales concrètes et pérennes. La nouvelle géographie de l'industrie performante repose aujourd'hui sur des écosystèmes territoriaux résilients, bien formés et socialement acceptés.

II. Approche transversale des principaux constats et besoins opérationnels remontés : Détails



Le foncier industriel, une ressource rare et stratégique

La disponibilité du foncier industriel constitue une contrainte majeure et récurrente, commune à l'ensemble des territoires étudiés. Dans le territoire de Lacq-Pau-Tarbes, malgré un potentiel important lié à d'anciennes friches industrielles du bassin gazier, les coûts associés à la dépollution, la mise aux normes environnementales et les contraintes liées aux sites Seveso ralentissent considérablement la réhabilitation. De même, dans la Vallée de l'Arve, située dans un contexte géographique contraint par le relief alpin, la rareté foncière limite fortement l'expansion physique des entreprises existantes, menaçant leur capacité à diversifier leurs activités. Lamballe Terre & Mer connaît également des tensions importantes entre les besoins agricoles et industriels, accentuées par la contrainte réglementaire du Zéro Artificialisation Nette (ZAN). Sur l'Axe Seine, la pression immobilière générée par la logistique industrielle, la proximité avec les grandes métropoles et les zones portuaires induit une concurrence exacerbée pour le foncier disponible.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Réalisation de cartographies fines (telles que « Cartofriches ») permettant d'identifier les potentiels fonciers mobilisables rapidement ;*
- *Accélération des procédures de réhabilitation des friches (exemple : par des incitations financières ciblées et des simplifications administratives) ;*
- *Adoption de stratégies proactives des collectivités en matière d'acquisition et de sécurisation foncière pour préserver des espaces dédiés à l'industrie.*



Une énergie accessible, compétitive et décarbonée, condition de résilience industrielle

La transition énergétique et la décarbonation sont au cœur des stratégies industrielles territoriales, mais la disponibilité d'une énergie compétitive reste critique. À Lacq-Pau-Tarbes, les projections annoncent une augmentation substantielle des besoins énergétiques industriels (jusqu'à 500 MW d'ici 2035), liée notamment aux nouvelles filières industrielles décarbonées. Dans le Nord Franche-Comté, l'ambition de devenir un hub majeur pour l'hydrogène vert repose sur un accès sécurisé à des sources énergétiques renouvelables abondantes et stables. L'Axe Seine fait également face à des besoins énergétiques importants, en particulier liés à la décarbonation de l'industrie chimique et à l'émergence d'énergies marines renouvelables comme l'éolien offshore (exemple du parc de Fécamp, 498 MW installés).

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Planification anticipée via des schémas régionaux de raccordement aux réseaux d'énergies renouvelables (S3REnR) adaptés aux spécificités industrielles locales ;*
- *Intégration de RTE et d'Enedis dès la phase amont d'un projet industriel pour anticiper le besoin.*

II. Approche transversale des principaux constats et besoins opérationnels remontés : Détails



L'attractivité territoriale conditionnée par le cadre de vie et les services publics

L'attractivité des territoires industriels est directement conditionnée par la qualité du cadre de vie, incluant logement, services publics (éducation, santé, mobilité) et accessibilité. À Tarbes et Lamballe, les difficultés d'attraction et de rétention des talents industriels, notamment des jeunes diplômés et des cadres qualifiés, sont largement imputables à des manques dans l'offre territoriale. Dans la Vallée de l'Arve, le phénomène d'attraction transfrontalière par la Suisse illustre clairement comment des écarts significatifs en matière de conditions de vie et de rémunérations pèsent sur l'attractivité des bassins industriels français limitrophes.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Développement intégré et équilibré de l'offre de logement et de mobilité, couplées à des équipements éducatifs et médicaux performants ;*
- *Politiques territoriales d'accueil intégrées (parcours résidentiels dédiés aux nouveaux arrivants, accompagnement à l'installation des familles) ;*
- *Marketing/Récit territorial visant à valoriser la qualité de vie locale pour les salariés industriels et leurs familles ;*
- *Aménagement du temps de travail, ou mise en œuvre de dispositifs liés à l'amélioration de la qualité de vie au travail dans les usines lorsque cela est possible (exemple dans le zoom Vallée de l'Arve).*



L'adéquation entre formation et compétences industrielles, un enjeu structurant

Le besoin d'adéquation entre formation initiale et continue et les compétences recherchées par les industriels apparaît central et bien pris en main mais reste insatisfait, malgré des réussites locales notables. À Lacq-Pau-Tarbes, le Campus Aéro Adour ou l'école de production spécialisée en chaudronnerie-soudure illustrent bien l'efficacité d'une réponse locale aux besoins industriels immédiats. Dans le Nord Franche-Comté, les partenariats entre l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), le FCLAB et les industriels locaux soulignent l'importance d'un lien étroit entre recherche, formation supérieure et industrie.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Généralisation et amplification des campus spécialisés et intégrés au territoire industriel, favorisant la proximité physique avec les entreprises ;*
- *Développement de certifications modulaires et courtes répondant à la flexibilité des besoins industriels ;*
- *Soutien aux plateformes régionales dédiées à la reconversion professionnelle industrielle et à la mobilité intersectorielle ;*
- *Valorisation à plus grande échelle de l'image de l'industrie.*

II. Approche transversale des principaux constats et besoins opérationnels remontés : Détails



L'acceptabilité sociale et l'image industrielle, des prérequis à la pérennité des projets

L'acceptabilité sociale des projets industriels est déterminante dans leur succès à long terme. À Lacq, l'histoire liée aux activités extractives suscite encore de fortes réticences locales vis-à-vis de nouveaux projets industriels. À Lamballe, les tensions autour de l'exploitation des ressources naturelles (en particulier l'eau) alimentent un climat local de méfiance. Sur l'Axe Seine, les enjeux environnementaux associés à l'industrie chimique nécessitent une gestion proactive de l'opinion publique locale.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- Renforcement systématique des démarches de concertation publique, en amont et tout au long des projets industriels ;
- Élaboration d'un récit territorial positif intégrant l'industrie comme levier d'amélioration des conditions de vie locale ;
- Développement d'actions concrètes visant à démontrer les bénéfices directs de l'industrie sur le territoire (emploi, infrastructures).



L'instabilité réglementaire et la complexité administrative, un frein à la projection stratégique des industriels

Les industriels interrogés sur l'ensemble des territoires soulignent avec insistance l'instabilité du cadre réglementaire et la complexité des dispositifs d'aides comme un frein majeur à leurs décisions d'investissement. En Nord Franche-Comté, les entreprises de la filière hydrogène doivent composer avec une incertitude forte sur la pérennité des dispositifs publics de soutien à l'innovation ou à la production verte. Sur l'Axe Seine, les mutations de la filière chimique nécessitent une visibilité sur 10 à 15 ans pour planifier les transformations industrielles et écologiques, alors que les dispositifs publics actuels sont souvent de court terme ou non stabilisés.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- Instauration de feuilles de route industrielles territoriales, coconstruites entre l'État, les collectivités et les filières ;
- Création de guichets uniques régionaux pour les porteurs de projets industriels, assurant un accompagnement stratégique et administratif lisible.

II. Approche transversale des principaux constats et besoins opérationnels remontés : Détails



Le déficit de structuration des filières émergentes freine leur montée en puissance

Les filières industrielles émergentes, comme l'hydrogène, le recyclage avancé ou les bio-produits, sont largement présentes dans les projets territoriaux, mais peinent encore à structurer leur chaîne de valeur de manière intégrée. Dans le Nord Franche-Comté, plusieurs projets de gigafactories (McPhy, Inocel, Forvia) illustrent un potentiel industriel d'envergure, mais souffrent d'un marché insuffisamment structuré, d'un manque de débouchés stables et d'une dépendance excessive aux aides publiques. De même, sur l'Axe Seine, les projets de chimie verte ou de captage de CO₂ manquent de coordination entre recherche, production, logistique et débouchés industriels.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Mobilisation de la commande publique comme levier d'amorçage de ces nouveaux marchés (achats publics innovants) ;*
- *Soutien à la création de plateformes mutualisées de test, d'industrialisation ou de formation dédiées aux filières émergentes.*



La dépendance à une mono-filière rend les territoires vulnérables face aux chocs économiques

Plusieurs territoires analysés montrent une dépendance historique à une filière unique ou dominante, les exposant à des risques élevés de désindustrialisation en cas de retournement de conjoncture. La Vallée de l'Arve, fortement centrée sur le décolletage, reste vulnérable aux fluctuations du marché automobile mondial et aux décisions des donneurs d'ordre étrangers. En Nord Franche-Comté, le ralentissement du marché des turbines a fragilisé l'économie locale avant que la stratégie hydrogène ne s'impose comme axe de diversification. La résilience des territoires passe désormais par une capacité à engager des trajectoires de diversification sectorielle et technologique, tout en conservant les savoir-faire industriels existants.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Incitations fiscales à la montée en gamme ou à la production en propre de produits finis, pour réduire la dépendance à la sous-traitance (hors périmètre de l'étude) ;*
- *Accompagnement des PME industrielles dans la reconversion de leur modèle d'affaires (design, commercialisation, servicisation).*

II. Approche transversale des principaux constats et besoins opérationnels remontés : Détails



La logistique industrielle, souvent sous-estimée, est un levier de compétitivité territoriale

Les conditions logistiques sont déterminantes pour la performance industrielle, mais souvent sous-évaluées dans les politiques territoriales. À Lacq-Pau-Tarbes, l'enclavement naturel lié à la chaîne des Pyrénées et le déclin du fret ferroviaire génèrent des surcoûts logistiques importants pour les entreprises. La Vallée de l'Arve est bien connectée, mais dépend d'axes sensibles comme le tunnel du Mont-Blanc, soumis à des aléas climatiques et politiques. À l'inverse, l'Axe Seine bénéficie d'une position logistique stratégique, mais la pression sur les espaces portuaires rend difficile l'accueil de nouvelles industries.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Élaboration de schémas logistiques industriels intégrés, incluant l'intermodalité (rail, fluvial, route) ;*
- *Développement de zones logistiques industrialo-portuaires mutualisées (à l'image de HAROPA) dans d'autres territoires industriels ;*
- *Réhabilitation ou création de liaisons ferroviaires industrielles pour desservir les zones enclavées.*



L'innovation industrielle est encore trop concentrée géographiquement

Les dispositifs d'innovation sont aujourd'hui très inégalement répartis sur le territoire. Certains territoires comme Lamballe (Lab'Innovation), le Nord Franche-Comté (FCLAB, H2SYS) ou l'Axe Seine (plateformes Incase, Synerzip) disposent d'écosystèmes structurés et soutenus, mais les villes moyennes et les territoires moins denses peinent à accéder aux dispositifs de R&D collaboratifs, aux fablabs industriels ou aux appels à projets compétitifs. Le risque d'une concentration excessive de l'innovation dans les grandes métropoles affaiblit la capacité des autres territoires à porter des projets industriels innovants.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Déploiement de hubs d'innovation territoriaux, soutenus par l'État, dans les villes moyennes industrielles ;*
- *Financement préférentiel des projets R&D collaboratifs issus des territoires d'industrie ;*
- *Création de réseaux d'échanges technologiques interterritoriaux pour diffuser les solutions et bonnes pratiques.*



Les normes environnementales, entre exigence légitime et frein opérationnel

Les réglementations environnementales (ZAN, ICPE, REP, directive nitrates, etc.) sont unanimement reconnues comme nécessaires. Cependant, leur application rigide, leur empiement et leur instabilité constituent un facteur d'incertitude important pour les industriels. À Lacq, les contraintes ICPE et la gestion de la ressource en eau suscitent des tensions croissantes. À Lamballe, la question des nitrates et du foncier agricole en zone vulnérable complique l'articulation entre développement industriel et protection de l'environnement. Sur l'Axe Seine, le poids des normes environnementales pèse lourdement sur les projets de reconversion chimique.

Besoins opérationnels remontés (liste non exhaustive)

- *Mise en place de guichets environnementaux territoriaux, pour accompagner les porteurs de projets dès la phase de conception ;*
- *Harmonisation des délais et procédures administratives liées aux normes environnementales ;*
- *Développement d'un dialogue environnemental territorial, incluant collectivités, industriels, associations et citoyens.*

Le présent document a été réalisé par PwC dans le cadre des travaux de l'Observatoire des Territoires sur « les enjeux de la réindustrialisation dans les territoires », et validé par le Comité de pilotage de l'étude de l'ANCT. Il est destiné à fournir une analyse basée sur les informations publiques disponibles à la date de sa publication et ne saurait être interprété comme une position officielle de PwC ou de ses partenaires.

Les zooms territoriaux présentés ont été effectués sur des territoires sélectionnés par l'ANCT. Ils reposent sur des données accessibles en sources ouvertes, des visites de terrain, des entretiens menés avec les acteurs locaux ainsi que sur la contribution des partenaires impliqués dans le Comité de pilotage de l'étude de l'ANCT.

Ces informations étant susceptibles d'évolution et dépendantes de sources externes, PwC ne peut garantir leur exhaustivité ni leur actualité. Si de nouvelles informations venaient à être disponibles, nos conclusions et constatations pourraient en être modifiées. En conséquence, PwC décline toute responsabilité à l'égard des tiers quant à l'utilisation qui pourrait en être faite et aux décisions prises sur la base des éléments exposés.



03

Présentation des zooms territoriaux

Grands enseignements des zooms territoriaux

Lacq-Pau-Tarbes

Nouvelle-Aquitaine & Occitanie



Les grands enseignements



Contexte local et culture territoriale

Le territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes, labellisé en 2019, est un pôle industriel dynamique, reconnu pour son expertise dans les secteurs de l'aéronautique et la défense, l'énergie et de la chimie. C'est d'ailleurs cette stratégie multi-filières qui fait la force et la résilience du territoire.

Ce territoire des Pyrénées, à cheval sur deux régions, est marqué par une **volonté commune de reconquête industrielle**. Les entreprises locales, les collectivités et les organismes de formation sont fortement mobilisés pour renforcer le développement industriel tout en poursuivant les objectifs de décarbonation.

Après l'arrêt de l'exploitation du gaz et du pétrole du bassin de Lacq en 2013, le territoire s'engage dans la réindustrialisation et la transition vers une **économie décarbonée**.

L'aéronautique est la locomotive du territoire avec la présence de grands groupes historiques comme Daher ou Airbus. La filière représente au total 13 545 emplois directs sur le territoire. (1) Le territoire a un taux de chômage particulièrement bas : 5,6% dans les Pyrénées-Atlantiques en 2024 et 7,6% dans les Hautes-Pyrénées. (2)



Facteurs limitants dans le développement industriel

Etant un territoire limité par la chaîne des Pyrénées au sud et éloigné des pôles d'attraction que sont Bordeaux et Toulouse, la logistique est un enjeu majeur pour les industriels du territoire. La multimodalité, incluant la compatibilité entre les infrastructures portuaires, ferroviaires et routières, est essentielle pour optimiser les flux logistiques. Le désengagement du FRET ferroviaire est défavorable pour le développement des sites industriels.

Le territoire dispose de treize sites Seveso qui sont un véritable avantage pour l'accueil de nouvelles activités industrielles. Toutefois, les coûts associés à la réhabilitation des friches et à la prise en main des sites industriels sont des freins majeurs à l'implantation et à la compétitivité des industriels.

Enfin, le territoire fait face à une opposition grandissante à l'implantation de projets industriels, l'artificialisation des sols ou à l'exploitation de la ressource en eau. L'acceptabilité sociale des projets demande un effort d'anticipation et des processus de consultation publique robustes.



Leviers d'action spécifiques au territoire

Pour le pilotage de la démarche, le GIP Chemparc se charge d'accompagner les entreprises dans la décarbonation et la transition énergétique et fait le lien entre les besoins des industriels et les acteurs publics. L'obtention de différents labels et la réponse aux appels à projet ont permis de bénéficier d'enveloppes conséquentes : le campus Aéro Adour a bénéficié de 12 millions d'euros d'investissements de France 2030, le Fonds Vert a permis d'allouer 70 millions d'euros au territoire d'industrie pour financer la transition. La présence d'une structure pilote permet de garder un lien quasiment continu entre tous les acteurs et l'incarnation de ces enjeux par des acteurs engagés est un atout différenciant pour le territoire.

La formation et le développement des compétences occupent une place centrale dans la stratégie du territoire pour répondre au mieux aux besoins des industriels. Chaque année, environ 1500 salariés et demandeurs d'emploi sont formés, et 600 apprentis suivent des programmes sur 20 diplômes différents. Le taux d'insertion locale est très élevé, avec 94% des employés formés travaillant sur le territoire. (3) Sur la période 2019-2021, le Territoire d'Industrie a accompagné la création d'une école de production proposant des formations de chaudronnerie-soudure. Il a soutenu l'innovation et la transformation des entreprises existantes, mais aussi l'implantation d'entreprises comme CAF à Bagnères-de-Bigorre.

Face à l'électrification massive des usages et des demandes grandissantes des industriels, les réseaux du territoire doivent passer à l'échelle. Les énergéticiens travaillent à la **mise à niveau des infrastructures et des raccordements**, avec comme feuille de route à horizon 2030 : Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables de Nouvelle-Aquitaine (S3REnR). Ces anticipations des besoins et du raccordement des EnR permettent une meilleure coordination et adaptabilité vis-à-vis des industriels.

Portrait du territoire

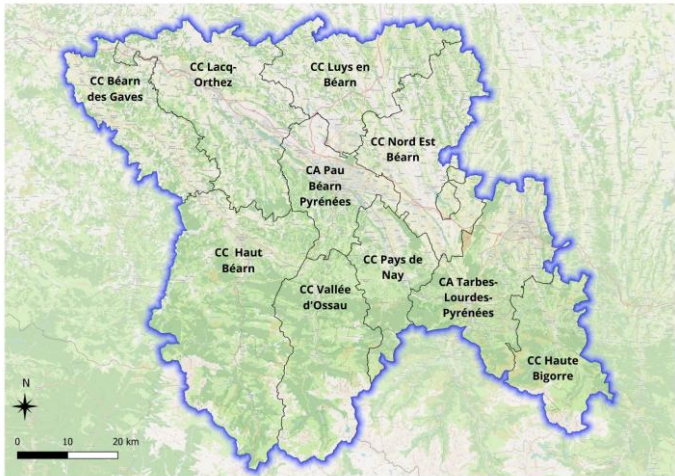
Le territoire Lacq-Pau-Tarbes est un pôle industriel dynamique situé au pied des Pyrénées, dans le sud-ouest de la France. Ce territoire possède un riche héritage industriel, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la chimie et de l'aéronautique. L'histoire industrielle de la région remonte à plusieurs décennies, avec l'exploitation du gaz de Lacq. Aujourd'hui, le territoire se distingue par sa volonté de réindustrialisation et de transition vers une industrie décarbonée.

Sur le territoire, 6 emplois industriels sur 10 sont liés à la filière aéronautique. (5) Toutefois, on compte de nombreuses autres filières : la chimie, la santé, l'agro-alimentaire, la céramique technique ou encore le ferroviaire, qui participent au dynamisme industriel de la région.

Le territoire a un taux de chômage bas : 6,1%. Toutefois, la formation et le développement des compétences sont essentiels pour répondre aux besoins des entreprises locales.

Périmètre géographique du TI

Le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes s'étend sur deux régions : Occitanie et Nouvelle-Aquitaine et rassemble 11 EPCI : CC Béarn des gaves, CC Lacq-Orthez, CC Luys en Béarn, CC Nord Est Béarn, CC Haut-Béarn, CC Vallée d'Ossau , CC Pays de Nay, CA Tarbes-Lourdes Pyrénées, CC Haute Bigorre, CC Adour Madiran et la CA Pau Béarn Pyrénées.



Chiffres-clés

538 800 habitants
en 2021

Soit 87,2 habitants/km²

561 communes

regroupées au sein de 11 EPCI

6156,7 km²

soit 50,8% du territoire des départements (64,65)

216 813 emplois
en 2021

Nouvelle-Aquitaine : 2,4 millions
Occitanie : 2,3 millions

6,1 % Taux de chômage
En 2025

-11 % Evolution de l'emploi salarié industriel
entre 2008 et 2021
Autres TI : -14%

Source principale : INSEE, France Travail.

Industrie et aéronautique à Lacq-Pau-Tarbes

Ancré dans le bassin aéronautique du Grand Sud-Ouest, le territoire de Lacq-Pau-Tarbes se retrouve au cœur de la mutation de la filière vers l'avion bas-carbone : son ambition, devenir la référence pour la formation de demain. Cet objectif est partagé par les collectivités, le GIP Chemparc et les organismes de formation en collaboration constante avec les industriels de la filière.

Un territoire au cœur d'une région fortement industrielle

Que ce soit en Nouvelle-Aquitaine ou en Occitanie, l'industrie joue un rôle majeur pour l'attractivité et l'économie régionale. Elle représente **200 000** emplois en Occitanie, et près de **279 000** en Nouvelle-Aquitaine. A l'échelle du territoire Lacq-Pau-Tarbes, cela représente 2330 entreprises industrielles et 38 287 emplois. (6)

Le territoire d'industrie Lacq Pau Tarbes est reconnu pour son **expertise industrielle et son héritage historique** dans les secteurs de l'énergie, de la chimie et de l'aéronautique. Ce territoire se mobilise autour de nombreuses filières structurantes : aéronautique, chimie, pharmaceutique, santé, agro-alimentaire, céramique technique, ferroviaire et transition énergétique. Le territoire d'industrie accueille de grands groupes comme Total Énergies et Teréga, et anticipe la structuration de nouvelles filières économiques.

L'industrie manufacturière représente 20,7% de la richesse créée sur le territoire (7)

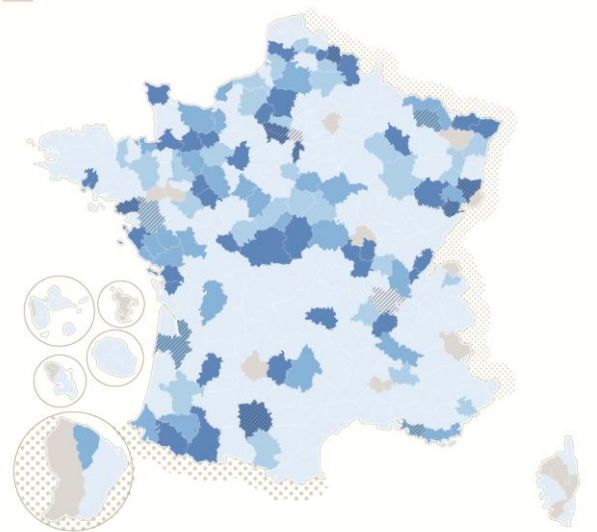
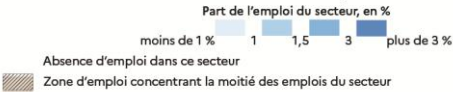
La filière aéronautique

Le secteur de l'aéronautique est particulièrement dynamique dans le Sud Ouest, devenant une des filières clés de l'industrie française (création du pôle Aerospace Valley en 2005).

Le territoire de Lacq-Pau-Tarbes, au pied des Pyrénées, est relativement enclavé mais reste à proximité du cœur de la filière aéronautique à Toulouse. Parmi les ambitions du territoire, devenir le point focal de la **formation aéronautique et industrielle** : création du « Campus Aéro Adour », un outil de formation et de promotion unique autour de l'avion bas carbone (investissement de 57M€, porté majoritairement par des industriels mais aussi 12M€ d'aides sur 5 ans via France 2030). Ces projets sont soutenus par les grands industriels du territoire (Daher avec 1500 salariés à Louey, Safran Helicopter Engines avec 2500 emplois à Bordes), qui se trouvent au cœur de la **filière de l'avion de demain** : accueil des Green Aero Days à Pau en décembre 2023, rassemblant des acteurs œuvrant pour la décarbonation de l'aéronautique.

Les dynamiques de concentration des secteurs d'activité

Fabrication de matériels de transport



Champs : Zone d'emploi, Nomenclature des secteurs d'activités NA38 (pour faciliter la lecture, certaines catégories ont été agrégées) • Source : Insee, Flores 2022 • Réalisation : Cartographie PADT ANCT 04/2025

Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la Région :



Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la France :



- (CK) Fabrication de machines et équipements
- (CL) Fabrication de matériels de transport
- (CH) Métallurgie et fabrication de produits métalliques (15 241 salariés sur le TI)
- Autres secteurs industriels (selon le code NA38)

Méthodologie : L'indice sectoriel de spécificité est le rapport du poids d'un secteur (ici en nombre de salariés) dans une zone d'étude au poids de ce même secteur dans la zone de référence. Par exemple, ici, le secteur (CL) Fabrication de matériels de transport a plus de 3 fois plus de poids sur le territoire qu'en France. (Source : URSSAF)

Rosace des aménités – Lacq Pau Tarbes

Capital physique et infrastructures

Le territoire est doté d'infrastructures de transport et d'électricité robustes. En 2024, 90% des locaux du territoire sont raccordables à la fibre optique. En 2023, les communes du territoire ont investi 139 euros par habitant en dépenses d'équipement, soulignant l'engagement à améliorer les services et les équipements locaux pour ses résidents. (0)

Innovation

Le programme France 2030 a permis de financer 80 projets pour un total de 230 millions d'euros, impliquant 49 entreprises sur le territoire. Toutefois, les acteurs du territoire remarquent que les métropoles avoisinantes captent la plupart de l'innovation. Très peu de grands comptes développent un pôle R&D sur le territoire. (8)

Logement et cadre de vie

Le territoire dispose d'un prix de l'immobilier raisonnable comparé aux territoires environnants comme le Pays basque. Les acteurs du territoire estiment à 300 nouvelles habitations annuelles pour couvrir la croissance démographique sur 10 ans. La qualité de vie est devenue un facteur important sur le territoire, en particulier après le covid. Les offres d'emploi proposent des packages pour gagner en attractivité : services de crèche, restaurants interentreprises, navettes.

Insertion écologique et planification environnementale

Le territoire est fortement engagé dans la transition énergétique en misant sur les énergies renouvelables comme la biomasse, la méthanisation (10 unités sur le territoire) ou encore la géothermie.

Le territoire compte de nombreux espaces naturels protégés, notamment en Vallée d'Ossau.

Flux logistique de marchandises

Le territoire doit moderniser ses infrastructures ferroviaires pour surmonter les défis de compétitivité et exploiter les opportunités offertes par la desserte ferroviaire historique. La multimodalité est essentielle pour optimiser les flux logistiques et soutenir la réindustrialisation.

Transport et mobilité

Le transport et la mobilité des salariés n'est pas organisé sur le territoire, les industriels décident unilatéralement de mettre en place des navettes ou bus pour leurs salariés. Cela pose un problème d'attractivité, en particulier pour les périphéries d'agglomération trop peu desservies.

Gestion du foncier

L'industrie arrive en tête comme secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique. (2012-2021). La qualité et quantité de foncier disponible peuvent parfois freiner l'implantation de nouvelles activités. Le foncier industriel manque et les sites Seveso sont en nette diminution (13 sites sur le TI). (0)

Formation et main-d'œuvre

Le territoire s'organise avec les industriels pour adapter les cursus et formation en fonction de leurs besoins. La GPECT (Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences Territoriales) a permis une anticipation sur les métiers en tension. Les passerelles et mises à disposition des salariés entre les filières permettent également au territoire de faire face aux crises.

Besoin en eau

Les prélèvements en eau douce des industriels ont chuté fortement entre 2014 et 2021 : -55,5%. (0) Les stratégies sont d'autant plus respectées que les aléas climatiques peuvent fragiliser sa disponibilité.

Besoin en énergie

L'objectif de tous les acteurs est de réduire la consommation d'énergies fossiles, c'est notamment le cas du programme ZIBAC : zone industrielle bas carbone. Aujourd'hui, le gaz renouvelable produit sur le territoire couvre 25% des besoins en gaz du Béarn. (9)

Face à l'électrification massive des usages et des demandes grandissantes des industriels, les réseaux du territoire doivent s'adapter. Les énergéticiens travaillent à la mise à niveau des infrastructures et des raccordements, avec comme feuille de route à horizon 2030 : Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables de Nouvelle-Aquitaine (S3REnR). De façon simultanée, les infrastructures électriques du territoire doivent s'adapter au changement climatique : ce qui correspond à 30 % du réseau aérien au niveau national et représente un effort sur 55 % du réseau en Nouvelle-Aquitaine. (4)



Besoin en énergie

Le territoire Lacq-Pau-Tarbes a permis de fournir 1/3 de l'alimentation de la France en pétrole et en gaz pendant 50 ans. Depuis 2013 et l'arrêt de l'exploitation, l'écosystème se transforme vers des sources d'énergies vertes.

Le territoire est engagé dans la transition énergétique et la promotion des énergies renouvelables. Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Chemparc a signé des partenariats avec Enedis et RTE pour développer des infrastructures électriques adaptées aux besoins futurs, tout en contribuant à la décarbonation de l'industrie. L'adhésion du territoire au programme Zones Industrielles Bas Carbone (ZIBAC), contribue à faire du territoire un **pionnier de la réindustrialisation verte** en France.

La consommation électrique sur le territoire est en constante augmentation, en raison de l'implantation de nouvelles industries et de la croissance des activités existantes. Selon les projections, la consommation électrique du bassin de Lacq pourrait atteindre 500 mégawatts d'ici 5 à 10 ans, soit l'équivalent de la production d'une petite centrale nucléaire. (10) Cette augmentation de la demande nécessite des investissements significatifs dans le **renforcement des infrastructures électriques** pour répondre aux besoins croissants des entreprises locales.

Plusieurs projets innovants sont en cours pour améliorer l'efficacité énergétique et intégrer des sources d'énergie renouvelable. Par exemple, des unités de **méthanisation** comme BioBéarn produisent de l'électricité verte à partir de déchets organiques. 25% du gaz consommé dans le Béarn est renouvelable. (9)

Le principal défi pour le territoire est de garantir une alimentation électrique stable et suffisante pour soutenir la croissance industrielle tout en respectant les objectifs de transition énergétique. La modernisation des infrastructures, la diversification des sources d'énergie et la collaboration entre les acteurs locaux sont essentielles pour anticiper les besoins des industriels.

Formation et main d'oeuvre

La formation professionnelle joue un rôle central dans le développement industriel du territoire de Lacq, Pau et Tarbes. Le Pôle Formation de l'UIMM (Union des Industries et Métiers de la Métallurgie) forme chaque année environ 1500 salariés et demandeurs d'emploi, ainsi que 600 apprentis sur 20 diplômes différents. Les formations sont adaptées aux besoins locaux, avec un taux d'insertion élevé de 94% des employés formés travaillant sur le territoire, principalement dans l'industrie. (3) La flexibilité et l'adaptation des programmes de formation permettent de répondre aux transformations industrielles, notamment dans les secteurs de la métallurgie, de l'aéronautique, et des énergies renouvelables.

Les compétences sont également un enjeu majeur pour les entreprises locales. Le territoire bénéficie d'un tissu de formation solide, avec des initiatives telles que la création de nouvelles formations et l'accompagnement des jeunes en difficulté via l'Ecole de production. Les compétences recherchées incluent des métiers en tension comme les soudeurs, chaudronniers, tuyauteurs et spécialistes de la maintenance industrielle. La GPECT (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale) permet d'anticiper les besoins des entreprises et de structurer les parcours de formation pour répondre aux exigences du marché du travail.

L'attractivité du territoire est renforcée par la qualité de la formation et le niveau d'engagement des acteurs locaux. Les entreprises collaborent étroitement avec les institutions de formation pour attirer et retenir les talents. Des initiatives comme le Campus des Métiers et des Qualifications en chimie verte et énergies renouvelables, ainsi que des partenariats avec des écoles et universités locales, contribuent à créer un vivier de compétences adapté aux besoins industriels. La proximité avec des métropoles comme Bordeaux et Toulouse, ainsi que la qualité de vie sur le territoire, sont des atouts supplémentaires pour attirer des professionnels qualifiés.

Flux de marchandises

La logistique est un enjeu majeur pour les entreprises locales, qui doivent gérer efficacement le transport des matières premières et des produits finis.

Le territoire doit surmonter plusieurs défis, notamment la compétitivité du FRET ferroviaire et la maintenance du réseau. Les infrastructures ferroviaires doivent être modernisées pour accueillir des trains de marchandises plus modernes et répondre aux besoins croissants des industriels. La desserte ferroviaire historique permet un maillage territorial très fin et est une opportunité à exploiter pour le territoire.

Un redéploiement du FRET ferroviaire sur le territoire pourrait permettre une polarisation industrielle le long de ces axes. Le FRET est majoritairement dirigé vers Bordeaux et son port, fortement congestionné par les marchandises.

L'intensification des flux de transit majoritairement routiers laisse craindre une saturation des réseaux et une perte d'attractivité territoriale. L'augmentation du trafic routier fait également face à un enjeu d'acceptabilité sociale pour les riverains.

La multimodalité, incluant la compatibilité entre les infrastructures portuaires, ferroviaires et routières, est essentielle pour optimiser les flux logistiques et soutenir la réindustrialisation du territoire.



Besoin en eau

Historiquement, l'industrie implantée sur le bord du Gave de Pau a eu des besoins importants en eau, avec des niveaux d'autorisation de prélèvement très élevés. Les volumes d'eau extraits peuvent atteindre jusqu'à 14 millions de m³ par an. (11) Ces prélèvements sont essentiels pour les processus industriels, mais ils nécessitent une gestion rigoureuse pour éviter les impacts négatifs sur l'environnement.

Pour répondre aux défis environnementaux et économiques, des stratégies de réduction de la consommation d'eau ont été mises en place. De 2014 à 2021, les prélèvements en eau douce du territoire ont diminué de 55,5% contre 22% en France. (0) Ces stratégies sont d'autant plus nécessaires compte tenu des périodes de sécheresse et de la répétition des aléas climatiques.

La gestion de l'eau sur le territoire prend également en compte l'impact environnemental, notamment en termes de volume, de qualité et de température de l'eau. Les industriels doivent s'assurer que leurs prélèvements et rejets d'eau n'affectent pas négativement les écosystèmes locaux.

Au-delà du secteur industriel, les services de l'Etat collaborent également avec la Chambre d'agriculture pour s'adapter aux fluctuations de la ressource en eau.

Acteurs rencontrés

GIP Chemparc

Entreprise du ferroviaire : CAF

Pôle de formation, UIMM 64 et 65

Industriels du bassin de Lacq : SOBEGI, VERTEX

Energéticiens : ENEDIS – RTE – GRDF – TEREKA – EDF

Préfecture des Pyrénées Atlantiques

Préfecture des Hautes Pyrénées

Sources

(0) Voir page Indicateurs du territoire

(1) [TI – Filière aéronautique](#)

(2) [Direction des statistiques démographiques et sociales \(DSDS\)](#)

(3) Echanges avec le Pôle de formation et les UIMM 64 et 65

(4) [RTE - Schéma décennal de développement du réseau – édition 2025](#)

(5) [Contrat du territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes](#)

(6) [Présentation du TI](#)

(7) [Portrait du TI](#)

(8) Echanges avec la Préfecture des Pyrénées Atlantiques.

(9) Echanges avec les acteurs de l'énergie

(10) [GIP - Estimations de consommation électrique](#)

(11) Echanges avec les industriels du bassin de Lacq

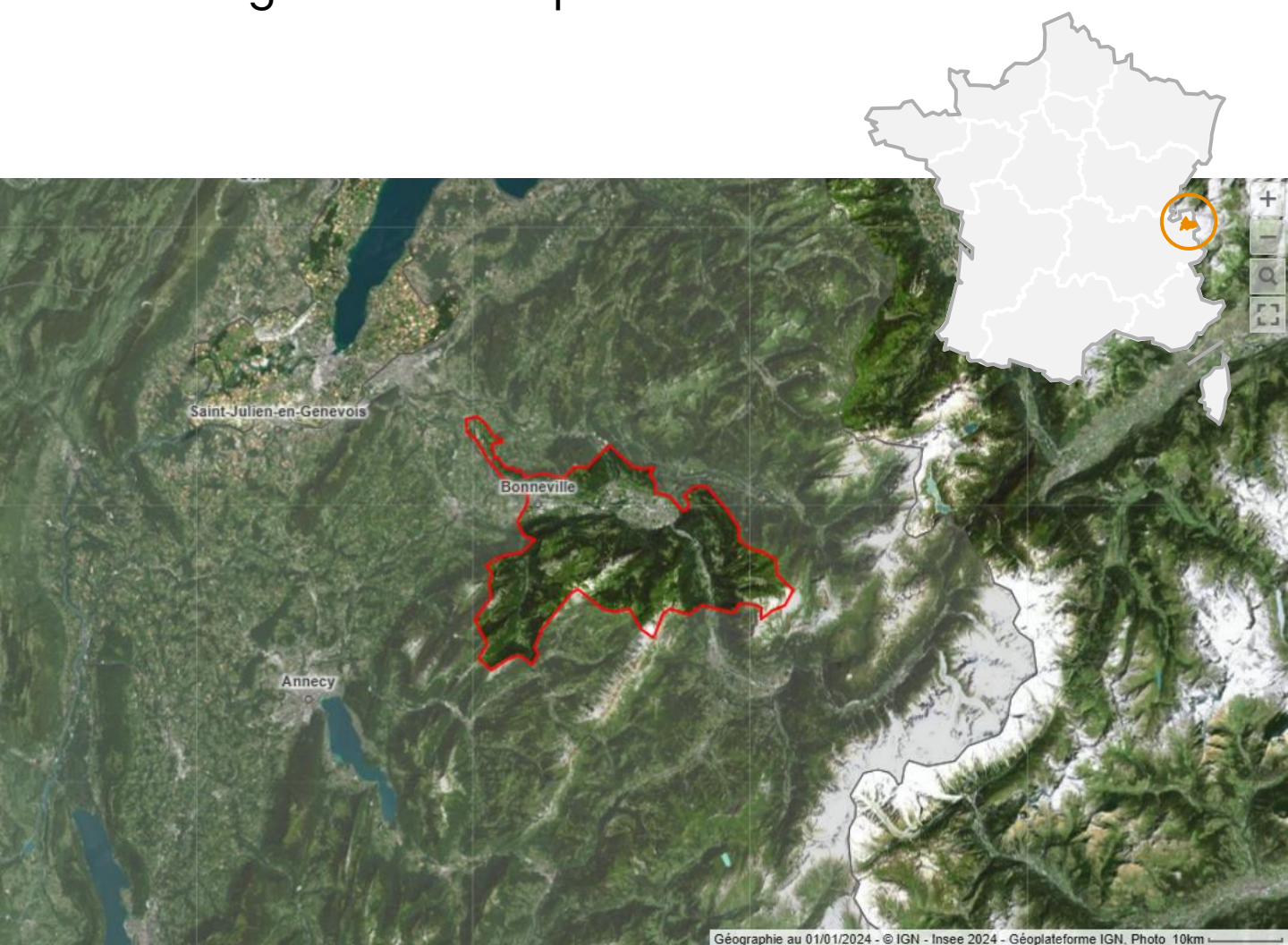
Indicateurs du territoire



Indicateurs	Lacq-Pau-Tarbes	France	Source
Capital physique et infrastructures			
Part des locaux raccordables à la fibre optique (2024)	90,30%	88,20%	INSEE (2024)
Montant des dépenses d'équipement par habitant de la commune, 2023	139 €	215,58 €	Observatoire des finances et de la gestion publique locales (2023)
Innovation			
Demandes de brevet à l'INPI par département en 2023	Hautes-Pyrénées, Pyrénées Atlantiques et Gers : 97	Moyenne des autres TI : 101 demandes	INPI (2023)
Logement et cadre de vie			
Taux d'équipements socio-culturels pour 10 000 habitants 2023.	4,10%	3,30%	BPE (2023)
Taux de vacance de plus d'un an	5,60%	4,20%	DGFiP - CGDD (2017)
Insertion écologique et planification environnementale			
Nombre d'établissements industriels classés à risque Seveso	13	989	MTECT – Géorisques (2024)
Nombre d'espaces naturels	+ 9	-	INPN, Réserves, parcs, sites naturels (2024)
Flux logistique de marchandises			
Nombre d'entrepôts et de plateformes logistiques (EPL) de 10 000m² ou plus, 2023.	Moins de 5	3749	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Part des entrepôts et plateformes logistiques dont l'industrie est le secteur du groupe et de l'entreprise exploitant. Région, 2023.	Moyenne Occitanie/Nouvelle-Aquitaine : 25,5%	20,10%	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Transport et mobilité			
Distance des aéroports	2 (Pau, Tarbes-Lourdes-Pyrénées)	-	-
Nombre de gares tgv	4	-	SNCF
Foncier			
Disponibilité foncière et immobilière (en hectares disponibles)	96 hectares	816 sites recensés	INSEE , CEREMA (2021)
Secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique de 2012 à 2021, par département	Industrie	-	Observatoire de l'artificialisation des sols, CEREMA (2024)
Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2009 et 2023	4205 hectares	340454 ha Moyenne des autres TI : 2868 hec	Observatoire de l'artificialisation des sols – CEREMA (2024)
Formation et main d'œuvre			
Taux de croissance des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur au cours des 10 dernières années (%)	1,50%	16,50%	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2020)
Proportion d'actifs occupés travaillant à l'étranger (%) (2020)	0,10%	1,60%	INSEE (2020)
Besoin en eau			
Évolution des prélèvements en eau douce de l'industrie (%) 2014-2021	-55,50%	-22%	BNPE, OFB (2024)
Besoin en énergie			
Total net de la consommation (en milliers de TEP) (région)	2200 (6ème région/ Nouvelle Aquitaine)	30 000 TEP	INSEE (2022)

Vallée de l'Arve

Auvergne-Rhône-Alpes





Contexte local et culture territoriale

Située au cœur des Alpes, la **Vallée de l'Arve** est un territoire de Haute-Savoie traversé par l'Arve, principal cours d'eau issu du massif du Mont-Blanc et qui se jette dans le Rhône à Genève. La Vallée est entourée par d'importantes zones urbanisées comme Chamonix, Saint-Gervais, Genève et des zones rurales de haute montagne aux enjeux distincts. La Vallée de l'Arve est l'un des **carrefours alpins** les plus importants avec notamment l'accès au **tunnel du Mont-Blanc** reliant l'Europe du Nord à l'Italie.

Historiquement, cette région s'est développée en lien avec l'industrie horlogère suisse, avant de diversifier ses activités vers l'automobile et d'autres secteurs. **Aujourd'hui, plus de la moitié des entreprises locales sont impliquées dans la mécatronique et le décolletage**, avec une forte tendance à intégrer des technologies avancées et à diversifier leur offre.

Au-delà du décolletage, la Vallée de l'Arve dispose d'une palette d'activités importante. Elle est positionnée sur le secteur des sports de plein air (38% de la production française en volume produite en Haute-Savoie), mais aussi sur les matériaux médicaux hauts de gamme, le luxe ou encore l'agro-alimentaire. (2)

L'industrie occupe une place majeure dans l'économie de Haute-Savoie, représentant plus du double de la moyenne nationale. La filière du décolletage – l'usinage de précision- y est particulièrement significative, contribuant à 20 % du PIB du département. Environ **70 % des entreprises françaises de décolletage sont implantées en Haute-Savoie**, principalement concentrées dans la vallée de l'Arve. (1)



Facteurs limitants dans le développement industriel

La filière du décolletage fait face à de nombreux défis qui fragilisent ses activités. Il s'agit, entre autres, de la concurrence accrue avec les voisins européens, l'augmentation du coût des matières premières ou encore des difficultés de recrutement. La diversification des entreprises est essentielle pour améliorer leur résilience en cas de crise, comme cela est le cas avec le secteur automobile. Les exportations importantes, notamment vers l'Allemagne ou les Etats-Unis, rendent les entreprises vulnérables aux fluctuations des marchés internationaux. La plupart des industriels de la filière font face à une faible visibilité à moyen ou long terme dans leurs carnets de commandes, en raison de la volatilité des marchés. Il est également essentiel pour ces entreprises de s'émanciper du statut de simples sous-traitants en proposant davantage de services ou en commercialisant leurs propres produits.

Le territoire de la Vallée de l'Arve fait face à un problème d'attractivité pour les jeunes diplômés, ce qui complique le renouvellement de la main-d'œuvre qualifiée. La Suisse voisine attire de nombreux talents avec des perspectives salariales plus importantes.

Le territoire est confronté à des enjeux de foncier économique limité, réduisant les possibilités d'expansion des entreprises. Cette rareté du foncier est un frein au développement économique et industriel de la région et à la maîtrise des terrains par les pouvoirs publics.

Le risque informatique grandissant est une préoccupation croissante pour les entreprises de la filière, nécessitant des investissements importants en cybersécurité.



Leviers d'action spécifiques au territoire

Malgré ces défis, la filière du décolletage se distingue par une faible perte de matériaux, avec des chutes revalorisées, et une recherche et développement (R&D) importante pour innover et rester compétitive.

La filière bénéficie d'un écosystème particulièrement favorable, avec la présence de l'ensemble de la chaîne de valeur dans un rayon de 25 kilomètres. Cela inclut des fournisseurs de matières premières, des bureaux d'études, des ateliers de finition ou encore des entreprises de logistique. Les entreprises familiales montrent une meilleure résistance grâce à une culture de la qualité, de la rigueur et de l'innovation.

La Vallée de l'Arve bénéficie d'une bonne desserte logistique, avec des infrastructures de transport efficaces qui facilitent les échanges commerciaux et les déplacements des travailleurs.

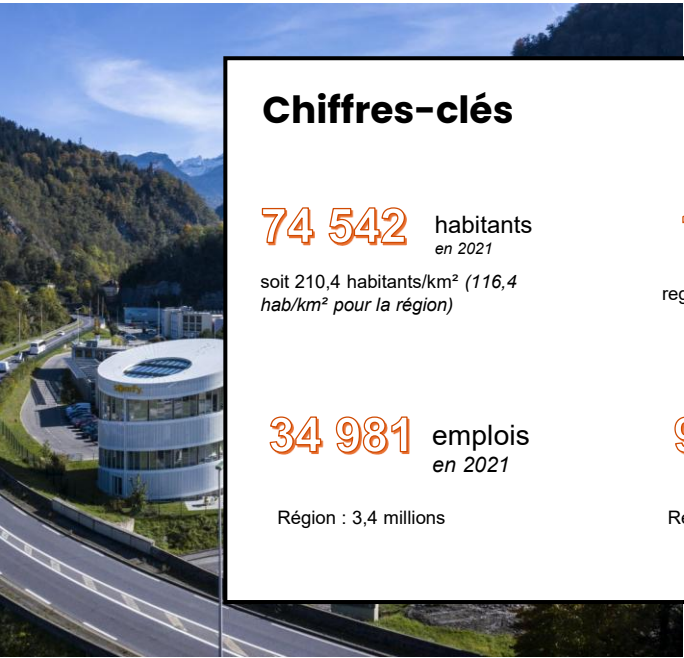
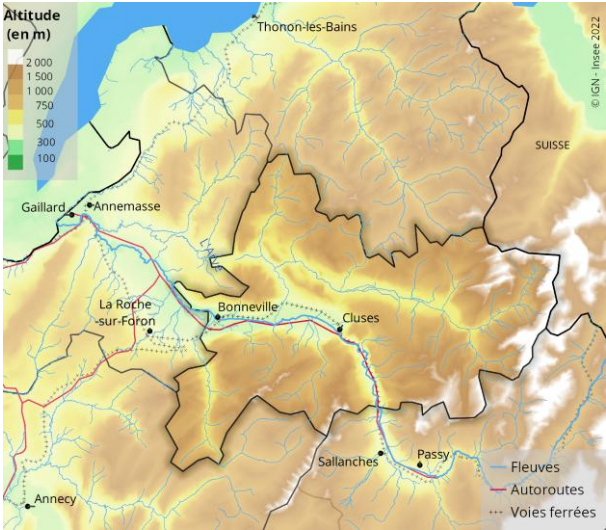
Portrait du territoire

L'industrie occupe une place majeure dans l'économie de Haute-Savoie, représentant plus du double de la moyenne nationale. La filière du décolletage – l'usinage de précision- y est particulièrement significative, contribuant à 20 % du PIB du département. Environ 70 % des entreprises françaises de décolletage sont implantées en Haute-Savoie, principalement concentrées dans la vallée de l'Arve. (1)

La Vallée de l'Arve est une zone d'emploi de montagne dense, centrée sur les activités industrielles et plus particulièrement sur le décolletage. Elle connaît une croissance démographique régulière soutenue par une population jeune et en activité. Après avoir connu des difficultés économiques dans les années 2000, l'économie locale a retrouvé le chemin de l'emploi dans la deuxième moitié de la décennie 2010, malgré des pertes structurelles dans l'industrie. (3) Le développement des activités de services, et notamment du secteur touristique, compense en partie les difficultés de l'industrie. Dans le même temps, le territoire accroît ses échanges avec les zones d'emploi voisines, entraînant une intensification des déplacements.

Périmètre géographique du TI

Le territoire d'industrie Vallée de l'Arve rassemble 2 EPCI : la Communauté de Communes de Faucigny-Glières et la Communauté de Communes Cluses-Arve et Montagnes.



Chiffres-clés

74 542 habitants
en 2021
soit 210,4 habitants/km² (116,4 hab/km² pour la région)

17 communes
regroupées au sein de 2 EPCI

354,4 km²
soit 0,5% du territoire de la région

34 981 emplois
en 2021
Région : 3,4 millions

9,9 % Taux de chômage
En 2021
Région : 6,9%

-23 % Evolution de l'emploi salarié industriel
entre 2008 et 2021
Autres TI : -14%

Source principale : INSEE

Industrie et décolletage en Vallée de l'Arve

Avec 1/3 de l'emploi dans l'industrie, la Vallée de l'Arve est de loin le territoire le plus industriel de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Son appareil productif est structuré autour d'un dense réseau de PME spécialisées dans le décolletage : on dénombre plus de 400 établissements du secteur de la fabrication de produits métalliques, dont 14 emploient plus de 100 salariés, dans un territoire qui compte seulement 17 communes. (3)

Un territoire au cœur d'une région fortement industrielle

Avec **36 % de l'emploi consacré à l'industrie**, la Vallée de l'Arve est l'une des zones d'emploi les plus industrielles de France (4^e au niveau national et 2^e de la région). Comme ailleurs, la prépondérance de l'industrie s'effrite depuis un demi-siècle, les fermetures récentes des sites de Bosch (Marignier) et Poppe+Potthoff (Scionzier) confirment cette tendance. En 1975, l'industrie représentait plus d'un emploi sur deux (55%). Entre 2008 et 2018, l'industrie a perdu 2 400 emplois équivalent à une baisse de 1,9 % par an. (3)

2^{ème} zone d'emploi industriel de la région

Grâce à une **croissance démographique continue**, le développement du secteur tertiaire joue un rôle important dans la compensation des pertes d'emplois dans l'industrie.

Depuis 2008, la proportion d'actifs résidant en Vallée de l'Arve mais travaillant en dehors a augmenté, passant de 24 % en 2008 à 32 % en 2018. Globalement, la part d'actifs travaillant à l'étranger est passée de 6,7 % en 2008 à 9,9 % en 2018. (3)

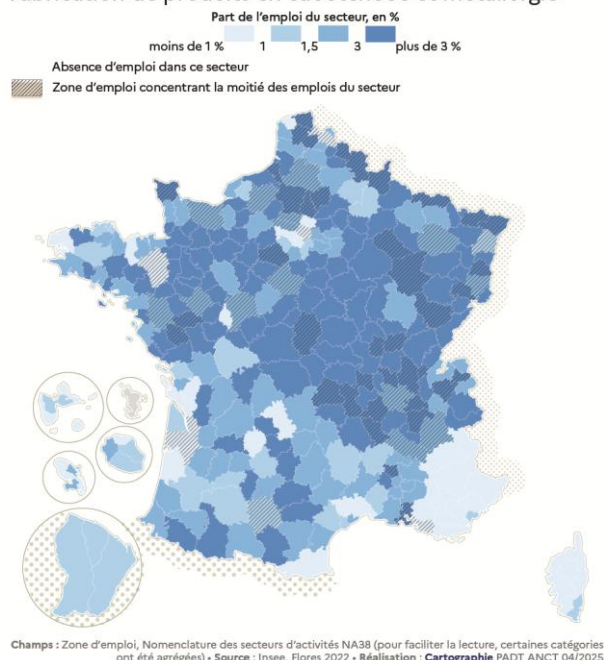
La filière décolletage

La France est l'un des leaders mondiaux du décolletage, 70% des entreprises de décolletage françaises sont installées en Haute-Savoie, plus particulièrement dans la vallée de l'Arve et autour de la ville de Cluses. Une quinzaine de grandes entreprises de plus de 200 salariés côtoient près de 400 petits établissements. (3)

La Vallée de l'Arve est une zone d'emploi de montagne dense, centrée sur les activités industrielles et plus particulièrement sur le décolletage. 1/4 de l'emploi du territoire est lié à cette spécialisation industrielle.

Les dynamiques de concentration des secteurs d'activité

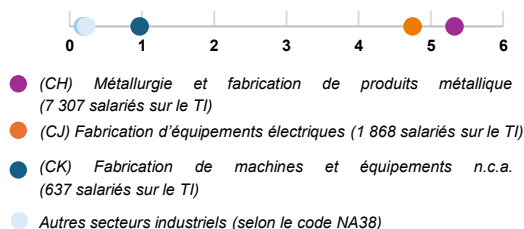
Fabrication de produits en caoutchouc et métallurgie



Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la Région :



Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la France :



Méthodologie : L'**indice sectoriel de spécificité** est le rapport du poids d'un secteur (ici en nombre de salariés) dans une zone d'étude au poids de ce même secteur dans la zone de référence. Par exemple, ici, le secteur (CH) Métallurgie a plus de 5 fois plus de poids sur le territoire qu'en France (Source : URSSAF)

Rosace des aménités – Vallée de l'Arve

Capital physique et infrastructures

La Vallée de l'Arve dispose d'infrastructures publiques proportionnées aux besoins des acteurs du territoire. Les dépenses d'équipement s'élevaient à 261€/hab en 2023 (moyenne des 5 TI 215€/hab). Néanmoins, la part des locaux raccordables à la fibre optique est de 67% contre 88% sur le territoire national. (0)

L'effort d'équipement des établissements publics de coopération intercommunale correspond au financement des nouveaux investissements qu'ils réalisent et qui portent sur leur propre patrimoine.

Flux logistique de marchandises

La Vallée de l'Arve bénéficie d'un positionnement géographique stratégique : la proximité de la Suisse, du tunnel du Mont-Blanc, de l'Italie et de l'Allemagne. Cette connectivité accroît également la concurrence avec ces pays frontaliers.

La filière s'organise dans un rayon de 25km avec l'ensemble de la chaîne de valeur, ce qui implique des trajets très courts, avant l'exportation des marchandises.

Transport et mobilité

L'offre de transport permet à la Vallée une bonne connectivité, notamment grâce à la présence du Léman Express. Le réseau de bus reste toutefois limité.

Innovation

L'innovation est un moteur de l'industrie du décolletage et tient une place centrale au sein des entreprises de la Vallée. On compte en Haute-Savoie 153 demandes de brevet (moyenne des 5 TI : 83). L'innovation est déterminante pour la survie de leur modèle économique. (0)

Logement et cadre de vie

Sur le plan du logement, la Vallée de l'Arve possède un parc vieillissant et onéreux. Les nouveaux arrivants peinent à se loger. Le coût de l'immobilier est très élevé : 4 638€ au m² en moyenne en Haute-Savoie (la moyenne en France est de 3000€/m²).

Pour le cadre de vie, la concurrence helvétique encourage l'industrie à adapter ces horaires de travail, passer à la semaine de 4j et de favoriser le bien être pour fidéliser les salariés.

Les villes de Cluses, Scionzier, Marnaz, Bonneville et Marignier font partie du programme Petites Villes de Demain, qui a pour but de revaloriser le centre-ville et le rendre attractif aux nouveaux habitants.

Gestion du foncier

La maîtrise du foncier est hautement problématique en Vallée de l'Arve. Les surfaces aménageables sont qualifiées de pratiquement inexistantes. La consommation de foncier sur les espaces naturels est particulièrement faible sur ce TI : 282 hectares entre 2009 et 2021 contre 2868 en moyenne pour les 5 autres TI. Les données restent limitées sur le foncier industriel mobilisable. (0)

Formation et main-d'œuvre

La Vallée de l'Arve souffre d'un manque de main d'œuvre, en particulier pour les métiers de l'industrie. Les effectifs dans l'enseignement supérieur ont chuté de 14,30% entre 2010 et 2020 (+16,3% en France sur la même période). (0) L'industrie et le décolletage pâtissent d'un manque d'attractivité auprès des jeunes générations. De plus, la proximité avec la Suisse amène une fuite d'un tiers des diplômés.

Insertion écologique et planification environnementale

La Vallée de l'Arve est soumise à un plan de protection atmosphérique (PPA), à cause de phénomènes de stagnation des particules fines.

Des efforts sont faits par les industriels du décolletage pour améliorer leur empreinte carbone mais aussi leur circularité : la majorité de leurs déchets sont valorisés, en interne ou localement. Les industries du décolletage se montrent innovantes en plaçant leur niveau d'ambition au-delà des exigences réglementaires.

Les EPCI de la vallée de l'Arve ont déployé un dispositif, le Fonds Air Entreprise, qui aide à la mise en place de systèmes de traitement des brouillards d'huile plus performants afin de diminuer les rejets atmosphériques et en particulier les particules fines.

Besoin en eau

La filière du décolletage n'est pas fortement dépendante à la ressource en eau. Les épisodes de sécheresses n'impactent que de façon limitée l'activité. Les données sont limitées sur la consommation et les besoins de la ressource en eau pour les industries du territoire.

Besoin en énergie

Les industries du territoire ne sont pas particulièrement énergivores selon les acteurs du territoire. Elles s'engagent par ailleurs, dans des démarches de réduction de leur consommation énergétique.





Enjeux de formation et de main d'oeuvre

La Vallée de l'Arve, reconnue pour son industrie du décolletage, fait face à des défis significatifs en matière de formation, de compétences et de qualifications. La proximité avec la Suisse, bien qu'avantageuse sur certains points, crée une forte **concurrence** pour attirer et retenir les talents. **On compte environ 1/3 de départs de jeunes actifs vers la Suisse.** (4) Le manque d'organismes de formation supérieure et la méconnaissance du métier industriel compliquent le recrutement. Les entreprises doivent souvent former en interne, mais peinent à trouver des profils polyvalents et qualifiés, notamment en ingénierie et maintenance.

La filière souffre également d'une **faible attractivité** auprès des jeunes diplômés, exacerbée par les fermetures de sites récents et par l'absence de formation qualifiante en Vallée de l'Arve. Pour répondre aux besoins futurs, il est nécessaire de « **colorer** » les formations en ajoutant des options en robotique de production et en nouvelles technologies par exemple. Cet enjeu est particulièrement porté par le Campus des Métiers et des Qualifications mécaniques qui agit dès le collège pour mettre en avant l'industrie du territoire. Pour compléter l'offre de formation existante, des certifications spécifiques comme les "open badges" peuvent être introduites pour valider les compétences supplémentaires acquises par les étudiants.

Toutefois, le nombre de candidats, notamment en CAP Décolletage et Usinage, reste très faible dans la Vallée pour couvrir les besoins des entreprises. On estime **qu'il faudrait 40 à 50% de plus d'étudiants sortants par an pour alimenter le territoire.** (4)

x10

Nombre de diplômés nécessaires pour la filière décolletage.



Gestion du foncier

La problématique du foncier en Vallée de l'Arve est un enjeu majeur pour le développement économique et industriel de la région.

La topologie du territoire oblige à une concentration des activités en vallée et ainsi, une concurrence entre les usages, notamment commerciaux et industriels.

Le territoire fait face à une **rareté du foncier disponible**, ce qui limite les possibilités d'expansion et de réaménagement des entreprises locales. La filière du décolletage étant concentrée dans la vallée, elle ne peut se développer dans un périmètre élargi. De plus, la **spéculation économique** sur le foncier complique la maîtrise, rendant l'accès aux terrains encore plus difficile et coûteux.

Les collectivités locales, en collaboration avec des organismes chargés d'une mission de service public comme le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), tentent d'optimiser et de densifier l'utilisation des espaces disponibles, mais la temporalité longue des projets et l'absence de feuille de route dédiée complexifie leur action.

Réinvention des modèles économiques de la filière décolletage

Les industriels de la Vallée de l'Arve sont en pleine transformation de leurs modèles économiques pour s'adapter aux nouveaux enjeux de production et diversifier leurs activités.

DGC Industries, comme d'autres entreprises du territoire, spécialisée dans le décolletage et l'usinage de précision, a opéré une diversification depuis plus de 15 ans. DGC Industries est devenu un acteur reconnu du secteur Sports et loisirs, et en particulier pour le vélo. L'entreprise développe et **commercialise ses propres produits**, comme des pièces pour vélos et des systèmes antivols pour les vélos en libre-service, sous la marque Wheelox. En parallèle, l'entreprise développe également des marchés annexes comme la santé, l'aérospatial, le luxe et l'électronique. Cette **diversification** permet à l'entreprise de mieux résister aux crises sectorielles, comme celle de l'automobile. De nombreuses entreprises de décolletage s'émancipent du statut de sous-traitant, pour gagner en autonomie d'une part, mais également pour assurer leur pérennité.

Bouverat Pernat, de son côté, se spécialise dans l'industrialisation et la production de systèmes mécaniques innovants, en utilisant des matériaux avancés comme la **céramique** ou en créant ses propres **pigments**. L'entreprise a ouvert un atelier dédié aux nouveaux matériaux et développe des solutions d'assemblage et de fixation pour des secteurs comme l'aérospatial et la défense. L'innovation est au cœur de leur activité avec un **pôle R&D** particulièrement actif. L'entreprise s'appuie sur des **exportations importantes**, notamment aux Etats-Unis afin de mieux répondre aux besoins de ses clients internationaux et de diversifier ses sources de revenus.

Les syndicats du décolletage encouragent les entreprises de la filière à se diversifier en sortant de leur **dépendance à l'industrie automobile**. Le Syndicat National du Décolletage, appuyé par la BPI, accompagne les entreprises dans leur processus de diversification. Cela inclut également la formation des équipes commerciales et le développement de nouvelles stratégies de vente.

Ces exemples montrent comment la plupart des industriels de la Vallée de l'Arve adaptent leurs modèles économiques pour répondre aux nouveaux enjeux de production, diversifier leurs activités et renforcer leur résilience face aux crises sectorielles.



Acteurs rencontrés

Communauté de Commune Cluses Arve et Montagne

Territoire d'industrie Vallée de l'Arve

DGC Industries

Groupe HBP (Bouverat Pernat)

Préfecture de Haute-Savoie

CCI Haute-Savoie

SUNAP

SNDEC

Auvergne Rhône Alpes Entreprises

Campus des métiers et des qualifications d'excellence
en Mécanique connectée

Sources

(0) Voir page Indicateurs du territoire

(1) [Décolletage en Vallée de l'Arve](#)

(2) Echanges avec la Préfecture d'Annecy

(3) [INSEE – Portrait de la zone d'emploi](#)

(4) Echanges avec le Campus des métiers

Indicateurs du territoire



Indicateurs	Vallée de l'Arve	France	Source
Capital physique et infrastructures			
Part des locaux raccordables à la fibre optique (2024)	66,9%	88,20%	INSEE (2024)
Montant des dépenses d'équipement par habitant de la commune, 2023	261 €	215,58 €	Observatoire des finances et de la gestion publique locales (2023)
Innovation			
Demandes de brevet à l'INPI par département en 2023	Haute Savoie : 153 demandes	Moyenne des autres TI : 101 demandes	INPI (2023)
Logement et cadre de vie			
Taux d'équipements socio-culturels pour 10 000 habitants 2023.	2,6%	3,30%	BPE (2023)
Taux de vacance de plus d'un an	3,4%	4,20%	DGFIP - CGDD (2017)
Insertion écologique et planification environnementale			
Nombre d'établissements industriels classés à risque Seveso	0	989	MTECT – Géorisques (2024)
Nombre d'espaces naturels	3 (Massif du Bargy, Aravis, Vallée de l'Arve)	-	INPN, Réserves, parcs, sites naturels (2024)
Flux logistique de marchandises			
Nombre d'entrepôts et de plateformes logistiques (EPL) de 10 000m² ou plus, 2023.	0	3749	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Part des entrepôts et plateformes logistiques dont l'industrie est le secteur du groupe et de l'entreprise exploitant. Région, 2023.	Auvergne Rhône Alpes : 20,4%	20,10%	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Transport et mobilité			
Distance des aéroports	50 kms (Genève)	-	-
Nombre de gares tgv	1	-	SNCF
Foncier			
Disponibilité foncière et immobilière (en hectares disponibles)	0	816 sites recensés	INSEE , CEREMA (2021)
Secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique de 2012 à 2021, par département	Hébergement - restauration	-	Observatoire de l'artificialisation des sols, CEREMA (2024)
Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2009 et 2023	282 hectares	340454 ha Moyenne des autres TI : 2868 hec	Observatoire de l'artificialisation des sols – CEREMA (2024)
Formation et main d'œuvre			
Taux de croissance des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur au cours des 10 dernières années (%)	-14,30%	16,50%	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2020)
Proportion d'actifs occupés travaillant à l'étranger (%) (2020)	10,20%	1,60%	INSEE (2020)
Besoin en eau			
Évolution des prélèvements en eau douce de l'industrie (%) 2014-2021	3,30%	-22%	BNPE, OFB (2024)
Besoin en énergie			
Total net de la consommation (en milliers de TEP) (région)	3517 (4 ^{ème} région)	30 000 TEP	INSEE (2022)

Lamballe Terre & Mer

Bretagne



Géographie au 01/01/2024 - © IGN - Insee 2024 - Géoplateforme IGN, Photo 20km

Les grands enseignements



Contexte local et culture territoriale

Grâce à son agriculture, la Bretagne est la première région productrice en France ainsi qu'en élevage de porcs et volailles. La région est capable de nourrir 20 millions de consommateurs alors qu'elle compte 3,4 millions d'habitants. (1) Les Côtes d'Armor, et donc le territoire de Lamballe Terre & Mer, s'inscrivent dans la même dynamique et participent à la souveraineté alimentaire de la région.

La filière agroalimentaire costarmoricaine est de longue date caractérisée par la prédominance du système coopératif. Depuis le début des années 2000, ces coopératives agroalimentaires ont diminué en nombre et, parallèlement, via des opérations d'unions, fusions et acquisitions, d'importantes unités se sont développées. On estime aujourd'hui le poids de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire à 28% du chiffre d'affaires global de l'économie du département. C'est également le premier secteur exportateur des Côtes d'Armor. (2)

Lamballe Terre & Mer est un territoire où l'agroalimentaire représente 4 emplois industriels sur 5. Premier territoire breton à signer le contrat Territoires d'industrie en 2019, Lamballe Terre & Mer mise sur le développement de son industrie agro-alimentaire. Cet accompagnement public est une opportunité de fédérer les acteurs locaux (collectivités, opérateurs publics, entreprises), de proposer un projet commun (plan d'actions mené en collaboration des industriels concertés, création du Lab'Innovation) et d'intégrer les enjeux environnementaux comme la gestion de l'accès à l'eau et à l'énergie, les projets de biocombustibles, la culture sans pesticides, le Projet Alimentaire de Territoire, reconnu « Territoire Engagé pour la Nature », etc.



Facteurs limitants dans le développement industriel

L'industrie agro-alimentaire (IAA) doit faire face à des mutations du marché et se transformer pour conserver son attractivité. Elle est traversée, entre autres, par un manque de main d'œuvre d'une part et des besoins de robotisation de l'autre, mais aussi une volatilité des prix des matières premières ou encore une attention particulière au bien être animal portée par les consommateurs.

Pour le territoire, la part d'actifs agricoles permanents est plus élevée que la moyenne française mais en déclin depuis plusieurs décennies (un nombre d'actifs agricoles est passé de 5 996 en 1988 à 2 368 en 2010 soit une évolution de -61%).

Avec le rythme soutenu de l'agriculture et de l'IAA, le foncier agricole et l'accès aux ressources deviennent des enjeux stratégiques. Le territoire cherche un juste équilibre entre la volonté de développer l'activité industrielle, tout en respectant la contrainte Zéro Artificialisation Nette (ZAN). Les exploitations ont doublé de taille en moyenne sur 20 ans, tout en ayant un rythme d'artificialisation supérieur aux objectifs du ZAN, 50 hectares artificialisés en moyenne par an, et les problématiques de gestion de l'eau : 100% de la surface régionale est classée en zone vulnérable aux nitrates. (4)

✓ Leviers d'action spécifiques au territoire

L'industrie agro-alimentaire est en pleine expansion avec une augmentation de 86 % des emplois entre 2008 et 2016, avec des gros investissements récents du secteur. (3)

Au-delà de l'industrie agroalimentaire, véritable poids lourd de l'économie locale, le territoire de Lamballe Terre & Mer se caractérise également par la présence de filières telles que la pêche, le bois ou encore la carrosserie industrielle. Ces filières participent à la résilience du territoire et de son industrie.

Les entreprises du territoire investissent dans la R&D, notamment en faveur d'objectifs de décarbonation. La Cooperl a initié 96 projets innovants en 2024. Les grands groupes de l'industrie agroalimentaire disposent des moyens nécessaires pour ces projets et mais aussi pour la formation en interne. Leur implantation historique et leur déploiement sur le territoire leur apporte une acceptabilité sociale importante.

Portrait du territoire

Le territoire Lamballe Terre & Mer se situe dans le département des Côtes d'Armor. C'est l'un des cœurs agricoles de la Bretagne avec une industrie agroalimentaire très présente tout en ayant une importante activité de pêche et de transformation des produits de la mer : le port d'Erquy est le 4e port de pêche français avec 10k t/an. Les filières de la mécanique, de la carrosserie industrielle et du bois sont également présentes sur le territoire.

Le territoire de Lamballe Terre & Mer reste attractif, sa ruralité et son littoral ont accueilli, entre 2015 et 2021, 1 500 habitants de plus.

Lamballe Terre & Mer est un territoire à forte vocation agricole, où l'agroalimentaire occupe une place importante dans l'économie locale. L'espace rural est majoritairement composé de parcelles cultivées (céréales, maïs, oléagineux, protéagineux, herbe, etc). Un maillage bocager résiduel, plus ou moins dense selon les secteurs, est présent et reste une composante forte de l'identité visuelle du territoire.

Périmètre géographique du TI

Le territoire Lamballe Terre & Mer est devenu un Territoire d'Industrie en 2019. Lors de la phase 2 du programme Territoires d'industrie fin 2023, Guingamp-Paimpol Agglomération, Leff Armor communauté et Saint-Brieuc Armor Agglomération se sont associés pour former avec Lamballe Terre & Mer le TI « Baie d'Armor Industrie ». La gouvernance et la structuration de ces 4 EPCI étant en construction, ce zoom territorial se concentrera sur Lamballe Terre & Mer uniquement.



Chiffres-clés

69 087 habitants
en 2021

soit plus de 3% du territoire de la région

38 communes
regroupées au sein d'un EPCI

regroupées au sein d'un EPCI

1224 km²

soit 2,5% du territoire de la région

23 848 emplois
en 2021

Région : 1,3 million

7,7 % Taux de chômage
En 2021

Région : 6,3%

Evolution de
l'emploi salarié
industriel
entre 2008 et 2021

Autres TI : -14%

Autres TI : -14%

1084 Exploitations agricoles

Surface agricole utile / Surface totale : 68 %

Source principale : INSEE

L'industrie agro-alimentaire sur le territoire de Lamballe Terre & Mer

Au cœur d'une région agricole de premier plan, le territoire de Lamballe Terre & Mer compte 20 % des actifs dans l'industrie, contre 12 % sur le plan national. (5) L'industrie agro-alimentaire est le véritable moteur de l'économie et de l'industrie locale.

Une industrie régionale plurielle

Le tissu industriel costarmoricain est constitué très majoritairement de petites entreprises : **87,2% emploient moins de 10 salariés**. Cinquante entreprises (1,3% de l'ensemble des établissements industriels) emploient plus de 100 salariés. Les établissements font majoritairement partie de la filière agro-alimentaire (31 sur 50). (2)

L'industrie agro-alimentaire (IAA) est en pleine expansion avec une **augmentation de 86 % des emplois** entre 2008 et 2016, avec des investissements récents significatifs. (2)

1^{ère} région agroalimentaire en 2021

Depuis plusieurs décennies, les industries de télécommunications se développent notamment à Rennes. La ville concentre des activités liées à l'innovation numérique, à la cybersécurité et à l'électronique. Orange, Thales ou Canon font partie des entreprises implantées dans la région. Enfin, l'industrie de luxe a pris ces dernières années une place prépondérante dans la région.

La filière agro-alimentaire

A l'échelle régionale, l'industrie agroalimentaire représente 40,1% des emplois industriels. Dans la zone d'emploi de Lamballe-Armor, **quatre emplois industriels sur cinq sont dans l'agroalimentaire**. On dénombre 992 exploitations en culture et élevage (près de 30% des exploitations à dominante porcine) et 14 industries agroalimentaires dans cet EPCI. (5)

En Bretagne, la filière génère 21,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires. (Bretagne Développement Innovation) Pour le territoire d'industrie Baie d'Armor, cela représente **11 941 emplois**.

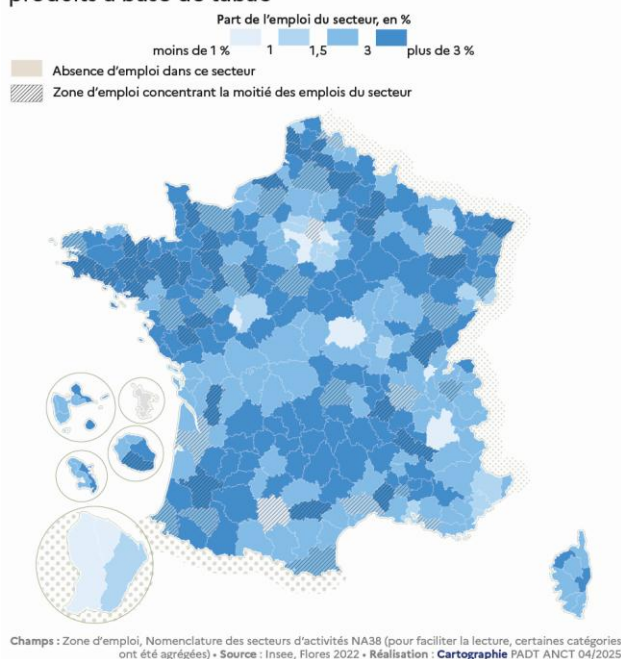
Avec une **surface agricole utile représentant 68% de son territoire**, le territoire Lamballe Terre & Mer est tourné vers l'agriculture.

Des projets sont menés sur le territoire pour favoriser les circuits-courts et l'alimentation locale à l'instar des **PAT (Projet Alimentaire Territorial)** destinés entre autres, à l'alimentation collective.

10% des exploitations du territoire sont en **agriculture biologique**, contre 14,4% au niveau national. (6)

Les dynamiques de concentration des secteurs d'activité

Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac



Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la Région :



Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la France :



- (CA) Industries agro-alimentaires (11 941 salariés sur le TI)
- (CE) Métallurgie et fabrication de produits métalliques (2109 salariés sur le TI)
- (QA) Activités pour la santé humaine (6 002 salariés sur le TI)
- Autres secteurs industriels (selon le code NA38)

Méthodologie : L'indice sectoriel de spécificité est le rapport du poids d'un secteur (ici en nombre de salariés) dans une zone d'étude au poids de ce même secteur dans la zone de référence. Par exemple, ici, le secteur (CA) Industries agro-alimentaires a plus de 2 fois plus de poids sur le territoire qu'en France (Source : URSSAF)

Rosace des aménités – Lamballe Terre & Mer

Capital physique et infrastructures

Lamballe Terre & Mer présente, parmi les 5 TI étudiés, des dépenses d'équipement les plus importantes : 230,8€ par hab et par an. (215€ en moy pour les autres TI) (0)

Certaines infrastructures vétustes, comme le port du Légué, sur la commune de Saint-Brieuc pourraient toutefois bénéficier de modernisations pour accueillir des volumes industriels suffisants.

Innovation

L'un des principaux défis est de maintenir un haut niveau de technicité face aux réglementations européennes notamment en matière d'environnement. La recherche porte principalement sur l'alimentation, le bien-être animal et la qualité de l'air.

L'innovation est particulièrement portée par la COOPERL. 96 projets en R&D ont été lancés en 2024 notamment sur la réduction du carbone avec une volonté de neutralité à 2040. L'agroalimentaire innove mais assez peu dans les technologies de rupture.

Logement et cadre de vie

Le solde entre les arrivées et les départs entre 2014 et 2020 s'élève à + 16 200 personnes, contre une moyenne régionale de + 15 900 personnes. Le territoire de Lamballe Terre & Mer démontre une dynamique économique de laquelle découle une difficulté d'accès au logement. Il est à noter très peu de disponibilité pour loger les employés des entreprises du territoire.

Un récit territorial est à consolider pour équilibrer l'enjeu industriel et la conservation de l'attractivité du territoire.

Insertion écologique et planification environnementale

Les principaux défis du territoire portent sur la valorisation des coproduits, la consommation d'eau (en lien avec des recherches sur la réutilisation de l'eau), les rejets dans la mer et l'augmentation des coûts de l'énergie.

Parfois source de tension auprès des exploitants agricoles, les politiques publiques en faveur de la transition écologique et environnementale restent une priorité locale. Pour les exploitants, il s'agit notamment de mettre en place des actions d'adaptation de leurs parcelles (remise en haies des terres, etc.). Sur la partie agricole, les principaux défis concernent les algues vertes, les phytosanitaires et la gestion de l'azote.

Flux logistique de marchandises

Le transport de marchandises (FRET) est jugé encore insuffisant sur le territoire. La géographie péninsulaire est perçue comme pénalisante par les acteurs. Les ports du territoire sont vétustes et parfois en déficit d'entretien. Ils ne bénéficient pas des capacités nécessaires pour absorber les flux importants. Les exportations sont donc plus complexes et un report est nécessaire vers les infrastructures portuaires des départements voisins.

Transport et mobilité

La présence d'une gare LGV permet aux habitants de se rendre facilement dans les métropoles situées à l'est ou à l'ouest du territoire. (2h de Paris)

Gestion du foncier

Avec le rythme soutenu d'investissement de l'agriculture et de l'IAA et la réglementation ZAN, le foncier agricole et l'accès aux ressources deviennent des enjeux stratégiques. Le SRADDET Bretagne a attribué 513 ha au SCoT du Pays-de-Saint-Brieuc, comprenant Saint-Brieuc-Armor-Agglomération et Lamballe Terre & Mer Agglomération, pour la période 2021-2031.

Formation et main-d'œuvre

Un des principaux défis sur la partie agricole est celui de l'emploi: le secteur souffre d'une insuffisance de main d'œuvre moyennement qualifiée, en particulier des techniciens. L'enjeu est d'améliorer l'attractivité des métiers afin de permettre le renouvellement des postes salariés et chef d'exploitation. Des démarches de promotion des métiers sont menées par la Chambre d'agriculture en lien avec les coopératives agricoles.

Besoin en eau

100% de la surface régionale sont classés en zone vulnérable aux nitrates. (4) Le sujet de la qualité de l'eau, en lien avec les algues vertes sur la partie littorale reste prégnant. Le secteur est particulièrement consommateur d'eau. Des dispositifs innovants de réutilisation de l'eau sont en cours de recherche & développement notamment au sein de la coopérative COOPERL.

Besoin en énergie

Le secteur agro-alimentaire est énergivore, notamment du fait du respect du barème de qualité sur la partie cuisson et réfrigération. Les énergies renouvelables produites par l'agriculture sur l'EPCI sont de 60,1 GWh soit 29% de la consommation du secteur agricole en 2020.



Un territoire innovant, au service de l'industrie agro-alimentaire

La région finance de nombreuses campagnes d'innovation dans toutes les filières, ce qui permet de soutenir les projets innovants à travers des subventions et des aides financières. Les centres techniques, tels que ceux dédiés à l'agroalimentaire et à la transformation des produits de la mer, jouent un rôle incontournable en fournissant des ressources et des expertises techniques.

Les entreprises du territoire sont dynamiques et trouvent les moyens d'innover grâce à des initiatives locales et régionales. Le territoire bénéficie d'un monde universitaire bien doté, avec des partenariats solides entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises locales. Il manque cependant des structures intermédiaires capables de porter l'innovation tout en intégrant la formation. Ces structures pourraient jouer un rôle de pont entre les entreprises et les universités, facilitant le transfert de connaissances et la mise en œuvre de projets innovants. Bien que l'accompagnement public soit abondant, il reste souvent trop théorique. Il est essentiel de renforcer l'aspect pratique de ces accompagnements pour qu'ils soient plus adaptés aux besoins réels des entreprises et des porteurs de projets.

Dans une démarche de recherche de performance, les travaux menés en priorité portent sur le numérique (utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur) et les enjeux environnementaux.

Gestion du foncier

Les enjeux fonciers de Lamballe Terre & Mer sont complexes et nécessitent une approche équilibrée entre développement économique et préservation environnementale. Avec l'introduction de l'objectif « zéro artificialisation nette » (ZAN) par la loi Climat et Résilience de 2021, le territoire est soumis à des obligations réglementaires qui s'imposent et déterminent les choix de la collectivité. Entre 2009 et 2023, ce sont 964 hectares d'espaces naturels qui ont été consommés sur le territoire. (0)

La mise en place de stratégies de réduction, compensation et renaturation est identifiée comme essentielle pour garantir un avenir durable pour le territoire.

L'absence de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) pour Lamballe Terre & Mer complique la maîtrise du foncier et la coordination entre les acteurs publics et privés. Une cellule foncière est en cours de réflexion pour travailler sur le sujet dans une volonté de **sanctuariser le foncier agricole**.

Selon les acteurs du territoire, **l'industrie rentre parfois en compétition avec le logement pour disposer de nouveaux espaces disponibles**. Dans le même temps, le littoral est investi massivement, notamment pour les résidences secondaires. Comme de nombreuses agglomérations, Lamballe Terre & Mer a longtemps vendu des terrains en-dessous du prix de revient et pour des surfaces surdimensionnées pour favoriser l'implantation des industriels. De plus, les contraintes des filières comme l'industrie agroalimentaire et la carrosserie industrielle **ne permettent pas de verticaliser les activités** pour gagner de l'emprise au sol.

Il s'agit désormais de conforter la stratégie foncière qui prend en compte la revitalisation des friches, peu nombreuses sur le territoire, les terrains disponibles et la compensation de l'artificialisation des sols. Lamballe Terre & Mer a acquis, en 2019 et 2020, des parcelles agricoles en vue de constituer des réserves foncières pour les futurs parcs d'activités.

Formation et main d'œuvre

Sur le territoire de Lamballe Terre & Mer, le taux de chômage est bas et représentatif de la difficulté à mobiliser des ressources humaines : sur le bassin de Lamballe, il représente moins de 5%. Le territoire compte de nombreux métiers en tension, notamment dans le domaine de l'industrie. Pour pallier ce déficit de main d'œuvre, les entreprises et les coopératives agricoles se mobilisent pour créer des formations en phase avec les besoins croissants des acteurs. De nombreux industriels de manière générale se chargent des formations en interne. Depuis 2020, il existe sur le territoire un Centre de formation aux métiers de l'agroalimentaire privé dédié en priorité à la Cooperl. De nombreuses formations y sont dispensées :

Il propose des formations spécialisées dans les métiers de l'agroalimentaire, notamment dans les domaines suivants:

- Manutention
- Élevage
- Hygiène, santé et sécurité
- Maintenance

L'autre défi majeur est celui de l'attractivité des métiers de l'industrie agroalimentaire, qui nécessite de développer les campagnes de promotion. Pour y répondre, une main d'œuvre étrangère est mobilisée.



An aerial photograph of an industrial zone, likely a port or refinery, featuring numerous large white storage tanks, industrial buildings, and a river or canal in the background. The image is slightly blurred and serves as a background for the text boxes.

Acteurs rencontrés

Lamballe Terre & Mer

COOPERL

Cluster Brit Inov

Chambre d'agriculture de Bretagne

Dix7

CCI

Sources

(0) Voir page Indicateurs du territoire

(1) [Région Bretagne - Agriculture](#)

(2) [Armorstat – L'industrie](#)

(3) [Crater – Diagnostic du système alimentaire Lamballe](#)

(4) [DREAL Bretagne](#)

(5) [La Fabrique de l'industrie – Lamballe](#)

(6) [Agence Bio](#)

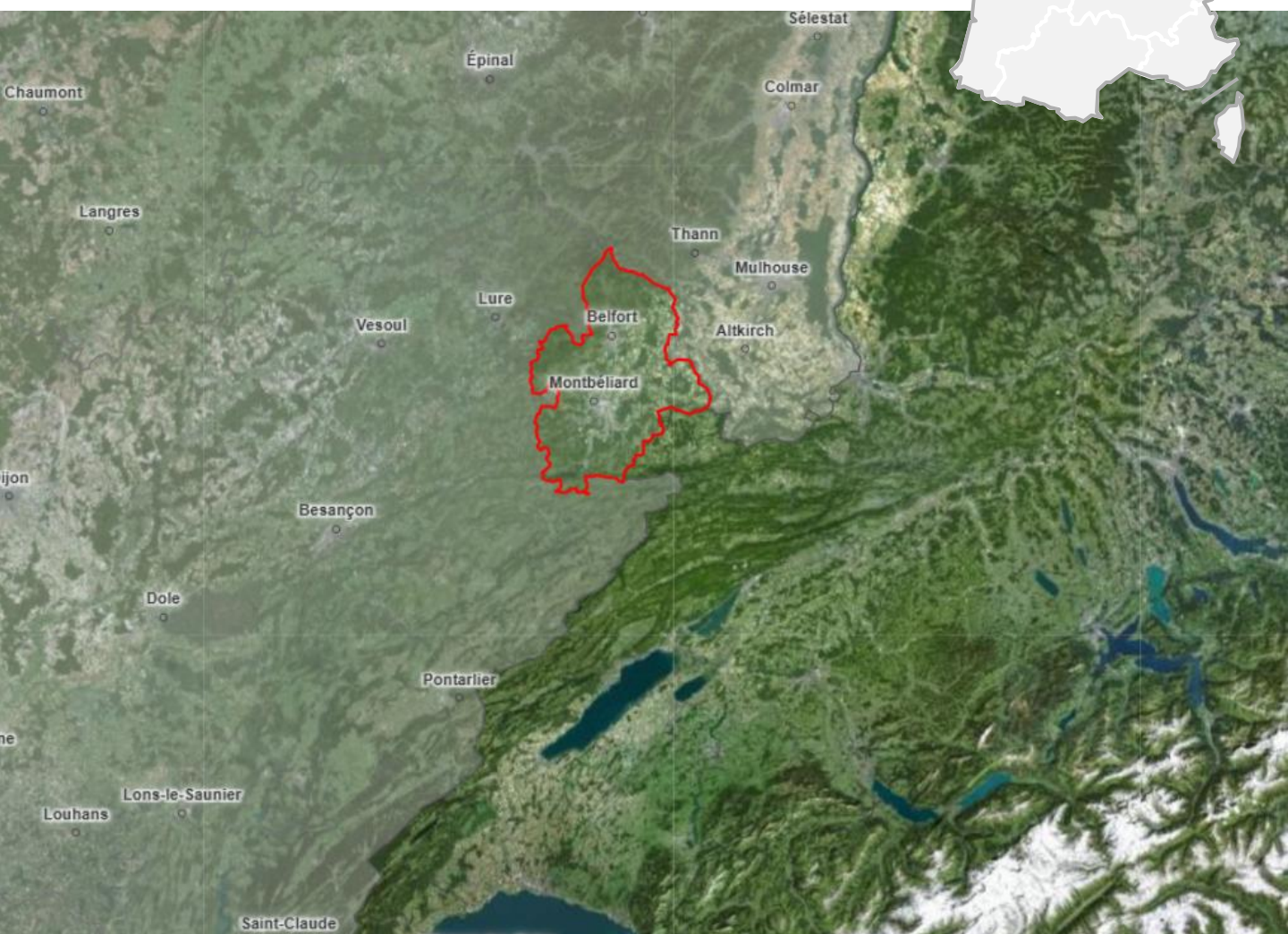
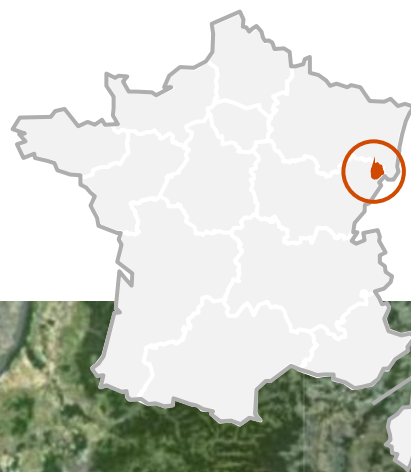
Indicateurs du territoire



Indicateurs	Lamballe Terre & Mer	France	Source
Capital physique et infrastructures			
Part des locaux raccordables à la fibre optique (2024)	55,8%	88,20%	INSEE (2024)
Montant des dépenses d'équipement par habitant de la commune, 2023	230,8 €	215,58 €	Observatoire des finances et de la gestion publique locales (2023)
Innovation			
Demandes de brevet à l'INPI par département en 2023	Côtes d'Armor : 25 demandes	Moyenne des autres TI : 101 demandes	INPI (2023)
Logement et cadre de vie			
Taux d'équipements socio-culturels pour 10 000 habitants 2023.	3,3%	3,30%	BPE (2023)
Taux de vacance de plus d'un an	4,2%	4,20%	DGFIP - CGDD (2017)
Insertion écologique et planification environnementale			
Nombre d'établissements industriels classés à risque Seveso	0	989	MTECT – Géorisques (2024)
Nombre d'espaces naturels	3 (Baie de Saint-Brieuc est, Cap d'Erquy-Cap Fréhel, Landes de la Poterie)	-	INPN, Réserves, parcs, sites naturels (2024)
Flux logistique de marchandises			
Nombre d'entrepôts et de plateformes logistiques (EPL) de 10 000m² ou plus, 2023.	0	3749	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Part des entrepôts et plateformes logistiques dont l'industrie est le secteur du groupe et de l'entreprise exploitant. Région, 2023.	Bretagne : 25%	20,10%	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Transport et mobilité			
Distance des aéroports	100 kms (Rennes)	-	-
Nombre de gares tgv	1	-	SNCF
Foncier			
Disponibilité foncière et immobilière (en hectares disponibles)	0	816 sites recensés	INSEE , CEREMA (2021)
Secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique de 2012 à 2021, par département	Commerce	-	Observatoire de l'artificialisation des sols, CEREMA (2024)
Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2009 et 2023	964,3 hectares	340454 ha Moyenne des autres TI : 2868 hec	Observatoire de l'artificialisation des sols – CEREMA, 2024
Formation et main d'œuvre			
Taux de croissance des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur au cours des 10 dernières années (%)	-32,50%	16,50%	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2020)
Proportion d'actifs occupés travaillant à l'étranger (%) (2020)	0,10%	1,60%	INSEE (2020)
Besoin en eau			
Évolution des prélèvements en eau douce de l'industrie (%) 2014-2021	-53,70%	-22%	BNPE, OFB (2024)
Besoin en énergie			
Total net de la consommation (en milliers de TEP) (région)	848 (11 ^{ème} région)	30 000 TEP	INSEE (2022)

Nord Franche-Comté

Bourgogne Franche-Comté





Contexte local et culture territoriale

Le Nord Franche-Comté possède une histoire industrielle riche et diversifiée qui remonte au XIXe siècle. Initialement, l'industrie textile dominait la région, avec des usines de tissage qui employaient une grande partie de la population locale. Au fil du temps, le territoire a évolué vers des secteurs industriels plus variés et technologiquement avancés.

L'arrivée de grandes entreprises comme Alstom, Peugeot/Stellantis et General Electric a marqué un tournant décisif dans l'histoire industrielle du Nord Franche-Comté. Alstom, spécialisée dans la construction de trains et de turbines, et General Electric, dans la fabrication de turbines à gaz et nucléaires, ont transformé le territoire en un centre névralgique de l'industrie énergétique et de la mécanique lourde. Stellantis, implanté à Sochaux, dans l'agglomération de Montbéliard, a pu employer jusqu'à 40 000 salariés dans les années 70. Ces entreprises ont non seulement apporté des emplois, mais ont également stimulé la création d'un écosystème robuste de PME et de sous-traitants, qui bénéficient des infrastructures modernes et de la main-d'œuvre qualifiée de la région. Le Nord Franche-Comté a su tirer parti de son patrimoine industriel pour se réinventer continuellement, accueillant des start-ups innovantes et diversifiant ses activités industrielles. Au fur et à mesure, le territoire a su conserver des filières de logistique de production, de santé, d'armement et de nucléaire.

Le territoire de Nord Franche-Comté est un territoire tourné vers l'hydrogène. La culture industrielle locale a permis de développer un écosystème dédié à l'énergie verte. Depuis les années 2000, la région a investi massivement dans le développement de technologies liées à l'hydrogène, soutenue par des initiatives nationales et des partenariats stratégiques.



Facteurs limitants dans le développement industriel

L'hydrogène est une technologie dont le marché n'est pas totalement mature. La construction de la filière est soumise à différentes épreuves : une demande trop faible, des prix élevés et une rentabilité incertaine. L'absence de visibilité limite les industriels dans leur développement économique.

Des réhabilitations de friches ont permis au territoire d'accueillir de nouvelles activités. Toutefois, le foncier industriel se raréfie autour des agglomérations de Belfort et de Montbéliard.

✓ Levers d'action spécifiques au territoire

Les liens entre l'Université de Technologie de Belfort Montbéliard (UTBM) et ces écosystèmes industriels sont importants et permettent de nombreuses synergies locales. Le FCLAB, centre de recherche et de service adossé à l'UTBM et au CNRS en est l'illustration. Il est notamment à l'origine de la start-up H2SYS, qui conçoit et fabrique des groupes électrogènes à hydrogène (H₂), avec aujourd'hui 1 million d'euros de chiffre d'affaires annuel.

Le territoire se caractérise également par un portage politique fort, à toutes les échelles. Cet investissement et cette proximité des élus favorisent l'attractivité du territoire, le soutien à l'innovation et le développement industriel. Malgré des défis liés à la disponibilité du foncier et aux coûts énergétiques, le Nord Franche-Comté bénéficie d'infrastructures de transport bien développées et d'un écosystème favorable à l'innovation. La qualité de vie y est attrayante, avec la proximité des montagnes du Jura et des Vosges, et une vie culturelle riche.

Le territoire est devenu un centre d'excellence pour l'hydrogène, avec l'implantation de plusieurs gigafactories. McPhy, une entreprise spécialisée dans les électrolyseurs, Forvia, axée sur les réservoirs d'hydrogène ou encore Inocel avec les piles à combustible hydrogène, ont établi des installations de pointe dans la région. Gen-Hy débutera ses activités courant 2026 avec une gigafactory implantée à Allenjoie dans le Pays de Montbéliard. Malgré les défis actuels, tels que l'absence de marché mature et les coûts élevés, le Nord Franche-Comté reste à la pointe de l'innovation dans ce secteur.

En somme, le territoire forme un véritable hub hydrogène que ce soit au niveau de l'implantation de la chaîne de valeur, de la formation et des compétences ou de l'accompagnement public.

Portrait du territoire

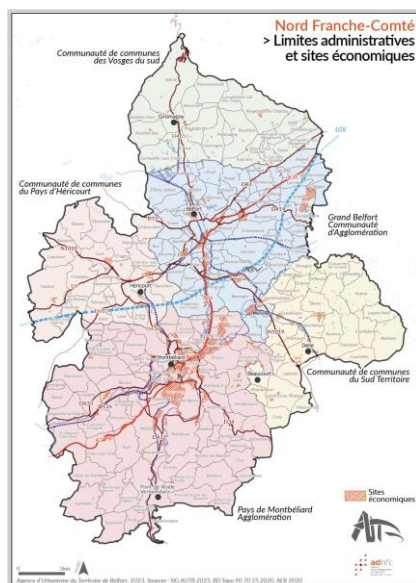
Situé au cœur de la région Bourgogne-Franche-Comté, le territoire Nord Franche-Comté, comprenant les agglomérations de Belfort et de Montbéliard, est un **pôle industriel majeur**. Le taux d'emplois industriels est de 24% et sur environ 3 % de la superficie régionale, le pôle concentre à lui seul, près de 16 % de l'emploi industriel régional. (2) Traversé par le Doubs, ce territoire bénéficie d'une **position stratégique à proximité de la frontière suisse et allemande**. Le Nord Franche-Comté est la troisième porte autoroutière s'ouvrant sur la Suisse.

Le Nord Franche-Comté est composé de zones urbaines dynamiques comme Belfort, Montbéliard et Héricourt, ainsi que de zones rurales aux paysages variés. Historiquement, cette région s'est développée avec l'industrie textile et métallurgique, avant de se diversifier vers l'automobile. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises locales sont impliquées dans la mécanique (synergies entre la mécanique et l'électronique), l'énergie (notamment nucléaire) et les technologies de pointe, avec une forte tendance à intégrer des innovations et à diversifier leur offre.

Le territoire Nord Franche-Comté est un **carrefour industriel** important, avec des infrastructures de transport bien développées, notamment l'autoroute A36 et la ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Paris à Mulhouse. Au-delà de l'industrie, le Nord Franche-Comté dispose d'une **palette d'activités diversifiée**. Il est par exemple positionné sur le secteur de la santé, avec des entreprises spécialisées dans les dispositifs médicaux, ainsi que sur les énergies renouvelables.

Périmètre géographique du Territoire d'Industrie

Le territoire Nord Franche-Comté est composé de 5 EPCI, parmi lesquels les deux communautés d'agglomération de Belfort et de Montbéliard, deux EPCI Sud Territoire et Pays d'Héricourt et enfin l'EPCI Vosges du Sud, qui fait l'interface avec les Vosges.



Chiffres-clés

300 238 habitants
en 2021

soit 271,6 habitants/km² (111,4 hab/km² pour la région)

196 communes

Réparties au sein de 5 EPCI

1224 km²

soit 2,5% du territoire de la région

114 545 emplois
en 2021

Région : 1 million

13,9 % Taux de chômage
En 2021

Région : 6,6%

-29 % Evolution de l'emploi salarié industriel
entre 2008 et 2021
Autres TI : -14%

430 Établissements industriels employeurs

Source principale : INSEE

Industrie et hydrogène en Nord Franche-Comté

Prenant appui sur son bassin et sa culture industriels, les emplois et les écosystèmes en place, le territoire **Nord Franche-Comté** se positionne sur la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de production et de distribution d'hydrogène. Territoire voisin de la Suisse et l'Allemagne, le territoire cherche à conserver son savoir-faire local et l'attractivité du territoire. Le territoire s'appuie sur une feuille de route autour de trois thèmes - formation, entreprises et recherche – et met tout en place pour attirer de nouveaux industriels comme McPhy et sa gigafactory d'électrolyseurs, H2Sys, spécialisée dans les groupes électrogènes hydrogène.

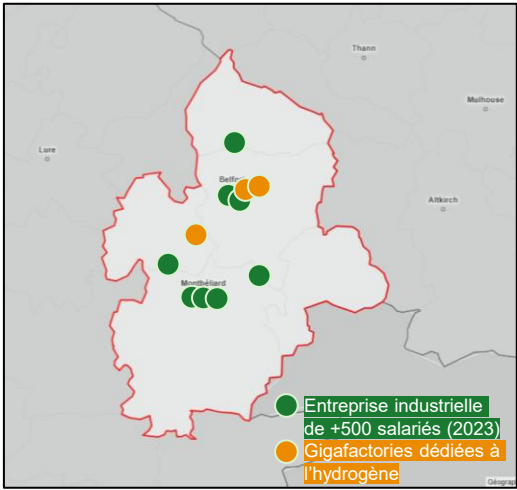
Un territoire au cœur d'une région fortement industrielle

L'industrie en Bourgogne Franche-Comté est essentielle pour l'économie tant au niveau régional que national. La région représente 5% de la valeur ajoutée industrielle en France. (3)

La région se distingue également par son engagement dans le développement de l'hydrogène, avec quatre projets industriels français sélectionnés dans le cadre du Projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) en matière d'hydrogène, situés à proximité directe de Belfort et bénéficiant de 2,1 milliards d'euros d'aides publiques. (4)

De plus, la feuille de route 2050 de la Région prévoit un investissement de 800 millions d'euros dédiés à cette filière, avec des soutiens significatifs de l'État, renforçant ainsi la position de la Bourgogne Franche-Comté comme un acteur clé de la transition énergétique en France. Au-delà du secteur de l'énergie, et plus particulièrement le territoire Nord Franche-Comté, se distingue dans les secteurs de l'aéronautique, de la santé, du luxe, de l'armement et de l'énergie nucléaire.

1ère région en termes d'emplois dans l'industrie



La filière hydrogène

Les premiers travaux de recherche de la filière ont débuté en 1999 à Belfort. Aujourd'hui, la région se situe au cœur de la dorsale hydrogène européenne, offrant un système logistique dédié à l'H₂ extrêmement développé (réseau de 39 700 km reliant 21 pays d'ici 2040). Celle-ci est le moteur d'un écosystème dynamique avec l'appui des centres de recherche mais aussi de grands groupes, PME et entreprises innovantes. La filière hydrogène est identifiée comme un levier au centre des objectifs de décarbonation de la région : l'objectif régional est de devenir un Territoire à Energie Positive et neutre en carbone à horizon 2050. L'hydrogène fait partie de l'ADN du territoire et contribue à soutenir la démarche régionale d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la Région :



Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la France :



- (CL) Fabrication de matériels de transport (10 salariés sur le TI)
- (DZ) Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (6199 salariés sur le TI)
- (CE) Industrie chimique (7 642 salariés sur le TI)
- (CF) Métallurgie et fabrication de produits métalliques (8 009 salariés sur le TI)
- (CG) Industrie extractives (6 161 salariés sur le TI)
- Autres secteurs industriels (selon le code NA38)

L'indice sectoriel de spécificité présenté ci-dessus est le rapport du poids d'un secteur (ici en nombre de salariés) dans une zone d'étude, au poids de ce même secteur dans une zone de référence. Par exemple, en Nord Franche-Comté, le secteur (DZ) Production et distribution d'électricité [...] a plus de 2 fois plus de poids sur le territoire qu'en France.

Rosace des aménités – Nord Franche-Comté

Capital physique et infrastructures

Les infrastructures du territoire ont été pensées et aménagées afin de faciliter la gestion de volumes industriels importants. Les dépenses d'équipement s'élèvent à 162€ hab/an (moyenne des 5 autres TI : 215€). (0) Le territoire dispose d'équipements structurants majeurs comme la gare TGV de Meroux, l'Hôpital Nord Franche-Comté ou encore l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard.

L'effort d'équipement des établissements publics de coopération intercommunale correspond au financement des nouveaux investissements qu'ils réalisent et qui portent sur leur propre patrimoine.

Innovation

L'innovation bénéficie de financements importants, que ce soit au sein du secteur privé ou via les organismes publics de l'enseignement supérieur et de la recherche. La R&D représente 5% des emplois locaux contre 2% au niveau national. (5) Le territoire accueille 4 pôles de compétitivité dont Véhicule du Futur, porteur d'innovation. La recherche -publique et privée- porte cette dynamique localement.

Logement et cadre de vie

Le territoire Nord Franche-Comté ne manque pas de logements. Le territoire compte 22% de logements sociaux (France 17%). (0)

Les acteurs du territoire interrogés mettent en avant une bonne qualité de vie sur le territoire: « Nous bénéficions de tous les avantages d'une métropole sans en avoir les inconvénients ».

Ainsi, une part croissante de résidents travaillent en Suisse ou dans le Haut-Rhin et bénéficient d'une meilleure rémunération.

Insertion écologique et planification environnementale

La région a pour objectifs la restauration de la biodiversité, la gestion durable des forêts et la préservation de la qualité de l'eau. Sur le plan industriel, elle prévoit de poursuivre la production d'énergie renouvelable localement, d'accompagner les entreprises dans leur décarbonation et de favoriser le transport fluvial et ferroviaire pour les longs parcours.

70% des communes du territoire sont à risque majeur pour inondation et 61% pour mouvement de terrain (respectivement 46% et 57% en France).

Flux logistique de marchandises

Le Nord Franche-Comté est situé au corridor d'axes routiers, ce qui en fait un point de transit important pour les marchandises circulant entre l'Europe du Nord et la Méditerranée, ainsi qu'entre l'Europe de l'Est et l'Espagne. Le territoire est la 3ème porte d'échanges avec la Suisse et le transport de marchandises s'effectue majoritairement par les axes routiers. Le fret fluvial se matérialise avec de faibles volumes dans le port public de Bourgogne et le quai privé de Voujeaucourt.

Transport et mobilité

La ligne LGV permet de rejoindre Paris en 2h15, l'aéroport de Bâle permet à la région d'être connectée au reste de l'Europe (30 pays desservis). La Bourgogne-Franche-Comté est la première région française en km d'autoroute par habitant.

Gestion du foncier

Comme ailleurs, le foncier industriel se raréfie sur le territoire. Une difficulté supplémentaire des industries lourdes est de ne pas pouvoir se développer verticalement en raison du calibre des pièces et donc de consommer davantage d'espace. Néanmoins, le territoire a revalorisé de nombreuses friches industrielles et accueilli 3 gigafactories ces dernières années. Ils ont pu profiter d'un ancien aéroport militaire pour installer ces nouvelles entreprises mais ne disposent plus de nombreux espaces libres.

Formation et main-d'œuvre

L'UTBM forme les étudiants aux métiers de l'industrie et aux nouvelles filières développées sur le territoire. L'Université entretient des liens étroits avec les industriels locaux, possède un centre de recherche FCLAB très actif sur la filière.

La Région porte également le projet de l'Ecole de l'hydrogène.

Besoin en eau

La plupart des prélèvements a lieu le long du Doubs. L'amélioration des process industriels permet de réduire les volumes prélevés : -24,70% entre 2014 et 2021. (0)

Le territoire de Belfort contient environ 2000 plans d'eau. La rivière la Savoureuse, qui traverse Belfort, connaît depuis 2015, un débit inférieur au débit biologique minimum un tiers de l'année.

Besoin en énergie

Le territoire contribue à l'objectif régional d'être un territoire à énergie positive en 2050. L'écosystème industriel est pleinement engagé dans la transition énergétique et les projets relatifs aux EnR. Toutefois, le territoire ne peut répondre à des demandes émergentes d'installation de data centers qui nécessitent des aménagements de réseau importants (besoins à hauteur de 300 MW).



Grâce à son héritage industriel, le territoire dispose de compétences clés en France et en Europe sur les techniques industrielles liées à l'énergie et à l'usinage de très grande dimension.

Le territoire de Belfort bénéficie d'un écosystème éducatif et de recherche dynamique, centré autour de l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM). L'UTBM travaille sur le développement de la filière hydrogène, en offrant des **formations spécialisées** et en menant des recherches de pointe. Depuis 25 ans, l'UTBM travaille sur des projets liés à l'hydrogène, contribuant à la création d'une filière complète sur le territoire. L'université a notamment créé le **premier master sur l'hydrogène, le CMI3E**, qui forme des ingénieurs et des techniciens spécialisés dans les technologies de l'hydrogène.

L'UTBM collabore étroitement avec des entreprises locales et internationales pour développer des solutions innovantes. Par exemple, elle co-finance des thèses et des cours de masters en partenariat avec des acteurs majeurs comme General Electric et ENGIE. Ces collaborations permettent de renforcer les compétences locales et de répondre aux besoins spécifiques des entreprises en matière de formation et de recherche.

En plus de l'UTBM, le territoire de Belfort compte plusieurs autres institutions d'enseignement supérieur qui contribuent à la formation et à la recherche dans la filière hydrogène. Avec environ 8000 étudiants dans le supérieur en Nord Franche-Comté, dont 5000 sur Belfort, le rectorat dispose d'une offre de formation bien structurée et complète, couvrant tous les **métiers de l'industrie de production et les fonctions support**. Cependant, la **fuite des compétences vers l'Alsace et Besançon** reste un défi majeur, nécessitant des efforts continus pour attirer et retenir les talents locaux.

Enfin, la Région Bourgogne-Franche-Comté a soutenu la création d'une école de l'hydrogène, un réseau de structures existantes qui visent à proposer des formations spécialisées dans ce domaine. Ce projet vise à répondre aux besoins croissants en compétences et en formation liés à la transition énergétique et à la décarbonation de l'industrie.

Le territoire accompagne la formation continue avec France Travail, par exemple avec la période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP). Les grands groupes industriels ont également une culture de formation en interne qui permet aux salariés de monter en compétences.

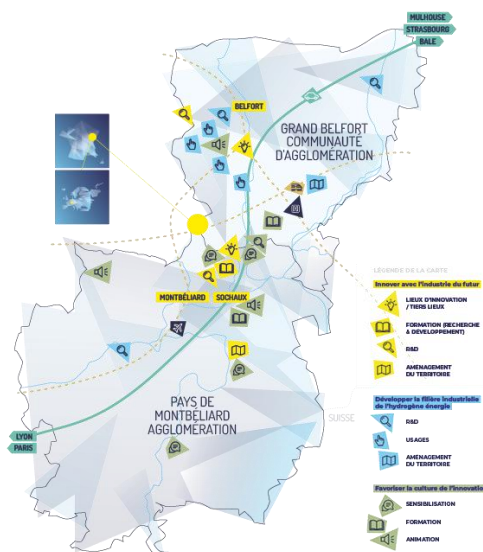
Etat de la filière hydrogène

Illustration concrète des difficultés de la filière hydrogène en Bourgogne Franche-Comté, la gigafactory McPhy inaugurée en juin 2024 est sous procédure de conciliation, faute de commandes, en avril 2025.

Dans le même temps, l'Etat a publié la mise à jour de sa stratégie nationale hydrogène.

Cette stratégie actualise les objectifs et les mesures pour développer l'hydrogène bas-carbone :

1. La France vise à installer jusqu'à 4,5 GW d'électrolyseurs d'ici 2030 et 8 GW d'ici 2035
2. Un mécanisme de soutien de 4 milliards d'euros sur 15 ans pour sécuriser la compétitivité de l'hydrogène bas-carbone
3. Création de hubs d'hydrogène dans les principales zones industrielles et mise en place d'un cadre réglementaire pour la production, le transport et l'utilisation de l'hydrogène
4. L'accès à une électricité compétitive est majeur pour la production d'hydrogène par électrolyse



Carte des projets Territoire d'Innovation, porté par Pays de Montbéliard Agglomération et Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

Le territoire Nord Franche-Comté se distingue par son dynamisme en matière d'innovation, particulièrement dans le secteur de l'énergie et de l'hydrogène. **Le label Territoire d'innovation** participe au dynamisme du territoire avec un budget de 60 millions d'euros jusqu'en 2028. Les initiatives permettent d'apporter un soutien en formation, R&D, aménagement du territoire mais aussi de sensibilisation auprès du grand public.

Depuis les années 2000, la Région a investi massivement dans le **développement de technologies liées à l'hydrogène**, soutenue par des initiatives politiques et des partenariats stratégiques. L'Université de technologie de Belfort-Montbéliard (**UTBM**) joue un rôle central dans cette dynamique, en offrant des formations spécialisées et en menant des recherches de pointe. L'UTBM a notamment créé le premier master sur l'hydrogène, le CMI3E, et collabore étroitement avec des entreprises locales pour développer des solutions innovantes.

Le **FCLAB, centre de recherche** et de service sur les systèmes énergétiques à hydrogène, joue un rôle dans cette dynamique. Avec plus de 25 ans d'expérience, le FCLAB fédère les activités de plus de 150 chercheurs et ingénieurs, offrant des services allant des études de faisabilité à l'installation et aux tests de systèmes hydrogène jusqu'à 150 kW. Le centre collabore avec des partenaires nationaux et internationaux pour promouvoir l'énergie hydrogène et développer des solutions innovantes pour les applications de transport et les applications stationnaires industrielles. (Les applications stationnaires industrielles sont des applications où l'hydrogène est utilisé comme source d'énergie pour les installations industrielles, les réseaux électriques ou les stations de recharge de véhicules à hydrogène.)

H2SYS, une entreprise spécialisée dans les générateurs électriques à hydrogène, contribue également à l'innovation sur le territoire. H2SYS conçoit et fabrique des systèmes de piles à combustible et des générateurs à hydrogène pour diverses applications, allant des solutions mobiles aux installations stationnaires. La start-up achève son passage au statut de PME.

1er Déposant de brevets pour les piles à combustibles (FCLAB).

Flux logistiques de marchandises

Le territoire bénéficie d'une **infrastructure logistique robuste**, facilitant le transport des marchandises, notamment des turbines. La région est desservie par un réseau de transport diversifié, des voies ferrées et des routes stratégiques en Europe. La ligne ferroviaire Belfort-Delle, réactivée en 2016, offre une connectivité accrue avec la Suisse, bien que la collaboration directe avec cette dernière soit limitée. Le territoire dispose également d'une bonne couverture de transports, avec une haute cadence de bus, ainsi que des véhicules et vélos en libre-service.

Les routes du territoire de Belfort ont été **spécialement adaptées pour le transport des turbines** de General Electric, qui sont parmi les plus grandes et les plus lourdes au monde. Ces adaptations incluent le renforcement des infrastructures routières et la mise en place de dispositifs de sécurité pour assurer le transport sécurisé de ces équipements volumineux. Les turbines Arabelle, fabriquées à Belfort, sont acheminées vers leur destination finale en utilisant des itinéraires optimisés qui combinent transport routier et fluvial. Ces convois traversent les rues de Belfort avant de rejoindre le port fluvial de Strasbourg, où les turbines sont chargées sur des barges pour être acheminées vers les ports d'Anvers et de Rotterdam. Ces convois sont réalisés avec une cadence de trois à quatre expéditions par mois.

Les zones d'activités comme Techn'hom et La Jonxion, administrées par la Société d'Economie Mixte TANDEM, sont stratégiquement situées pour maximiser l'efficacité logistique, avec Techn'hom en centre-ville et La Jonxion à proximité de la gare TGV. L'Aéroparc, avec ses grandes parcelles, et les Tourelles, avec ses parcelles petites et moyennes, offrent des solutions adaptées aux besoins variés des entreprises. Le Technoland et son extension permettent également de mettre à disposition 177 hectares destinés aux secteurs de l'industrie, de l'artisanat, du service et de l'énergie. Malgré les défis liés à la gestion du foncier et à l'optimisation des surfaces, Belfort continue de se positionner comme un hub logistique important.

Acteurs rencontrés

Agglomération de Belfort

McPhy

Agence de développement Nord Franche-Comté

Préfecture de Bourgogne Franche-Comté

Agence économique régionale

Agglomération Pays de Montbéliard

SEM Tandem

Sources

(0) Voir page Indicateurs du territoire

(1) [Agence économique régionale – Filière hydrogène](#)

(2) [INSEE – Pôle métropolitain Nord Franche-Comté](#)

(3) [BPI France – Bourgogne-Franche-Comté](#)

(4) [Agence économique régionale - PIIEC](#)

(5) Echanges avec l'ADNFC

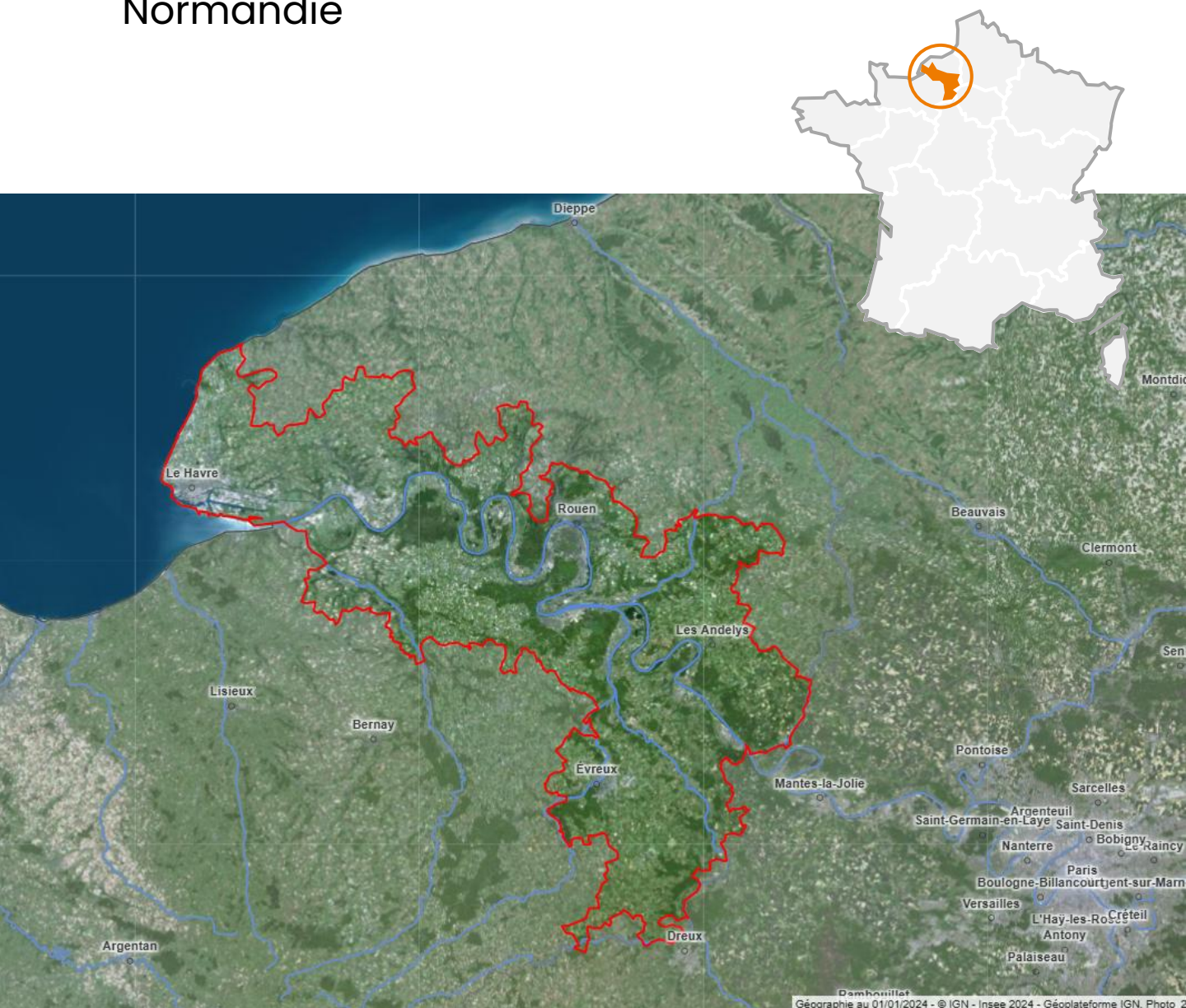
Indicateurs du territoire



Indicateurs	Nord Franche-Comté	France	Source
Capital physique et infrastructures			
Part des locaux raccordables à la fibre optique (2024)	90,50%	88,20%	INSEE (2024)
Montant des dépenses d'équipement par habitant de la commune, 2023	162,20 €	215,58 €	Observatoire des finances et de la gestion publique locales (2023)
Innovation			
Demandes de brevet à l'INPI par département en 2023	Territoire de Belfort : 63 demandes	Moyenne des autres TI : 101 demandes	INPI (2023)
Logement et cadre de vie			
Taux d'équipements socio-culturels pour 10 000 habitants 2023.	4%	3,30%	BPE (2023)
Taux de vacance de plus d'un an	4,7%	4,20%	DGFIP - CGDD (2017)
Insertion écologique et planification environnementale			
Nombre d'établissements industriels classés à risque Seveso	2	989	MTECT – Géorisques (2024)
Nombre d'espaces naturels	3 (Côte de Champvermol, Etangs et vallées du Territoire de Belfort, Ballon des Vosges)	-	INPN, Réserves, parcs, sites naturels (2024)
Flux logistique de marchandises			
Nombre d'entrepôts et de plateformes logistiques (EPL) de 10 000m² ou plus, 2023.	Minimum 5	3749	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Part des entrepôts et plateformes logistiques dont l'industrie est le secteur du groupe et de l'entreprise exploitant. Région, 2023.	Bourgogne Franche-Comté : 35%	20,10%	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Transport et mobilité			
Distance des aéroports	67 kms (Bâle)	-	-
Nombre de gares tgv	1	-	SNCF
Foncier			
Disponibilité foncière et immobilière (en hectares disponibles)	65,8 hectares	816 sites recensés	INSEE , CEREMA (2021)
Secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique de 2012 à 2021, par département	Transports et entreposage	-	Observatoire de l'artificialisation des sols, CEREMA (2024)
Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2009 et 2023	1487 hectares	340454 ha Moyenne des autres TI : 2868 hec	Observatoire de l'artificialisation des sols – CEREMA (2024)
Formation et main d'œuvre			
Taux de croissance des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur au cours des 10 dernières années (%)	-4,50%	16,50%	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2020)
Proportion d'actifs occupés travaillant à l'étranger (%) (2020)	5,60%	1,60%	INSEE (2020)
Besoin en eau			
Évolution des prélèvements en eau douce de l'industrie (%) 2014-2021	-24,70%	-22%	BNPE, OFB (2024)
Besoin en énergie			
Total net de la consommation (en milliers de TEP) (région)	1200 (7 ^{ème} région)	30 000 TEP	INSEE (2022)

Axe Seine

Normandie





Contexte local et culture territoriale

Très tôt considérée comme une **porte d'entrée des marchandises vers la capitale**, la Seine a vu son espace modifié par l'évolution du tissu industriel le long de son cours. L'Axe Seine, de Paris au Havre, est un axe structurant du développement économique et industriel du pays. Ouvrant la capitale sur le monde, il fait également de la Normandie une région pivot du développement industriel national. Malgré l'évolution des pratiques, des infrastructures et de la nature des marchandises, l'estuaire est resté une zone attractive pour l'établissement et le développement de nombreuses industries et activités. Leur étalement et leur diversification se sont traduits par une consommation d'espaces riverains de la Seine. Les phases successives d'étalement des ports témoignent également d'une volonté de répondre aux besoins industriels générés par l'activité parisienne.

L'industrie de la chimie, en Normandie couvre toute la chaîne de valeur, de la production de produits chimiques de base aux spécialités chimiques. Les chocs pétroliers successifs des années 1970 ont ralenti le développement de l'industrie pétrolière sur le territoire. Malgré cela, l'activité du port du Havre va conserver une part majoritaire liée au pétrole, même si le transport de conteneurs s'accroît et est devenu peu à peu une activité majeure. Aujourd'hui, la filière représente environ 230 entreprises pour près de 13 000 emplois.(2)



Facteurs limitants dans le développement industriel

Dynamique, innovante et engagée dans de nombreux processus de transformation, la chimie souffre cependant de l'absence de donneurs d'ordre sur ce territoire et donc de son incapacité à maîtriser les décisions qui façonneront son avenir.

La Région est sujette au même manque de main d'œuvre que les autres territoires sur les postes de maintenance notamment, mais elle va également devoir faire face à un repli démographique important. Il est prévu que les établissements régionaux du secondaire perdent 8000 lycéens de 2025 à 2030, fragilisant les potentielles formations et embauches dans l'industrie.

Les concurrences grandissantes entre les filières industrielles de la chimie, de l'énergie mais aussi de la logistique pourraient desservir le développement économique, notamment sur l'attribution de foncier disponible.

✓/≡ Leviers d'action spécifiques au territoire

Les zones industrialo-portuaires (ZIP) du Havre et de Port-Jérôme figurent parmi les **principaux bassins industriels français**. L'importance croissante des activités de logistique a conduit en 2021 à la fusion des ports du Havre, de Rouen et de Paris en faisant l'un des plus grands ports européens et un acteur majeur du trafic maritime mondial, HAROPA Port. Cet ensemble unifié permet d'optimiser le traitement des flux de marchandises et favorise le développement d'activités industrielles.

Le travail des industriels en écosystème sur le territoire permet une organisation robuste de la filière, notamment grâce à ses trois plateformes industrielles : Incase, Upside Boucles de Seine et Synerzip. Que ce soit au Havre, à Port-Jérôme ou à Rouen, ces plateformes permettent des synergies locales, par exemple en faveur de la décarbonation.

Filière clé de l'Axe Seine, la chimie est une industrie historique qui s'attache à préserver et à transformer des sites existants tout en investissant dans l'implantation de nouvelles activités notamment en biotechnologie et recyclage : biocarburant avancé, capture du CO₂, bioproduits, re-affinage des huiles minérales usagées, etc.

Le territoire dispose de plusieurs installations majeures liées à l'énergie. Récemment autour des énergies marines renouvelables et de l'hydrogène mais aussi de l'activité nucléaire, ainsi que de celle du raffinage. Dans le domaine des énergies renouvelables, le parc éolien offshore au large de Fécamp produit 498 MW, soit les besoins en électricité de 770 000 personnes. (1)

Portrait du territoire

Le territoire de l'Axe Seine s'étend de Paris à la mer, englobant les métropoles de Rouen Normandie et Le Havre Seine Métropole. Ce vaste espace est structuré autour du fleuve, qui joue un rôle central dans le développement économique, écologique, et culturel de la région.

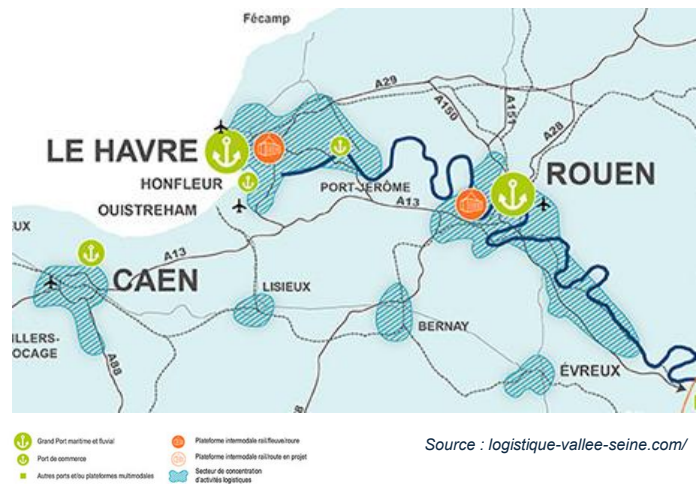
Le territoire est au cœur du plus grand réseau fluvial d'Europe : 8 500 km de voies. Connectées à la façade maritime, ces voies sont sous-utilisées alors qu'elles présentent une grande opportunité pour un transport propre et durable.

L'Axe Seine est caractérisé par une forte activité industrielle, avec des secteurs clés tels que la chimie, la pétrochimie, la pharmaceutique, et l'aéronautique. La région représente également 60% de la production française de lin. Les infrastructures logistiques, comme Haropa, facilitent le transport des marchandises et renforcent la compétitivité des entreprises locales. Les métiers logistiques représentent près d'un emploi salarié sur dix en Normandie.

Le territoire est fortement exposé aux risques technologiques et pollutions industrielles avec la présence de 42 sites Seveso. (0)

Périmètre géographique du TI

Le Territoire d'industrie « Axe-Seine » regroupe 10 EPCI : Le Havre Seine Métropole ; la Métropole Rouen Normandie ; les communautés d'agglomération Caux Seine Agglo, Seine-Eure, Seine Normandie Agglomération et Evreux Portes de Normandie ; les communautés de communes Pont-Audemer / Val de Risle, Roumois Seine, Lyons Andelle et Caux – Austreberthe.



Chiffres-clés

1 257 413

habitants

en 2021

soit 271,6 habitants/km² (111,4 hab/km² pour la région)

481

communes

regroupées au sein de 2 EPCI

4630

km²

soit 15,5% du territoire de la région

520 330

emplois

en 2021

Région : 1,3 million

13,9 %

Taux de chômage

En 2021

Région : 7,6%

-21 %

Evolution de l'emploi salarié industriel

entre 2008 et 2021

Autres TI : -14%

1540

Établissements industriels employeurs

Source principale : INSEE

Chimie et pétrochimie en Axe Seine

Le **territoire de l'Axe Seine**, structuré autour des 3 ZIP du Havre, de Caux Seine Port-Jérôme et de Rouen, et le long de la Seine, est un territoire historique de la filière chimie et pétrochimie française. Les grands groupes sur le territoire ne sont que les représentants d'un écosystème local bien plus développé : face aux enjeux de demain, les acteurs locaux font émerger une filière de la chimie verte grâce à l'optimisation des procédés industriels et au développement des biocarburants.

Comparativement aux autres territoires étudiés, le secteur avec le poids le plus important en termes d'emplois au sein de l'industrie manufacturière est la cokéfaction et le raffinage.

Un territoire au cœur d'une région à l'industrie diversifiée

Reconnue pour sa diversité et sa vivacité, l'industrie normande est un pilier de l'économie régionale. Elle représente 200 000 emplois en Normandie (16% de l'emploi salarié), dont près de 80 000 emplois sur l'Axe Seine, et 5 000 établissements industriels employeurs. (3)

1^{re} région française pour la part de l'industrie dans son PIB (19%)

Les industries chimiques, pharmaceutiques et métallurgiques sont les plus créatrices d'emplois en 2022 (+800 en un an à l'échelle de la région).

La Normandie totalise 14 000 entreprises dont de grands donneurs d'ordre. Les leaders de l'énergie par exemple avec l'industrie nucléaire (EDF, Orano) mais aussi gazière ou pétrolière (Total, Exxon ou Mobil). Dans d'autres filières, on retrouve les grands groupes de l'aéronautique (Ariane Group à Vernon), de la construction navale (Naval Group à Cherbourg) ou de l'automobile (Renault, Stellantis, ou Volvo Truck)

Enfin, la Normandie étant la deuxième région productrice de médicaments en France, elle rassemble les géants de l'industrie pharmaceutique mondiale, comme Sanofi Pasteur, Johnson & Johnson, Aptar Pharma, Unither pharmaceuticals, Oril Industrie etc.

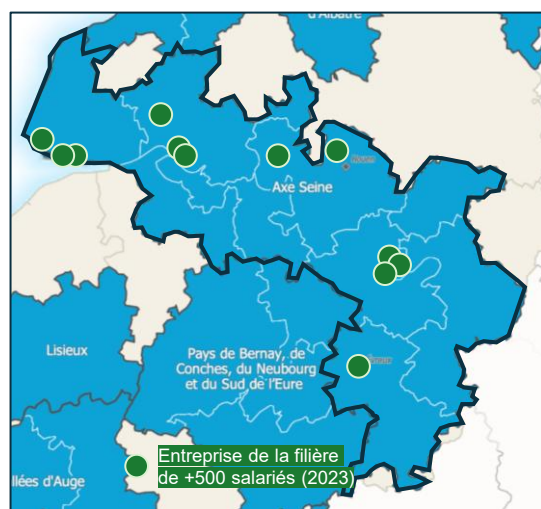
La filière chimie

1^{er} bassin pétrochimique de France, 1^{er} producteur européen de fertilisants et 2^e région française en chimie pour la santé, le territoire est particulièrement actif dans le secteur de la chimie et de la pétrochimie.

L'industrie chimique normande couvre toute la chaîne de valeur, de la production de produits chimiques de base aux spécialités chimiques.

La filière représente plus de 25 000 emplois sur le territoire de l'Axe Seine (soit 58% de la filière régionale) avec des entreprises majeures comme Total Energies, Futerro, Eastman, Sanofi, etc.

Note : on appelle filière chimie et pétrochimie les établissements correspondant au code NA38 (CD) Cokéfaction et raffinage ; (CE) Industrie chimique ; (CF) Industrie pharmaceutique et (CG) Industrie des plastiques et autres produits non minéraux.



Source : URSSAF

Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la Région :



Indice sectoriel de spécificité par code NA38 par rapport à la France :



- (CD) Cokéfaction et raffinage (3 361 salariés sur le TI)
- (CE) Industrie chimique (7 642 salariés sur le TI)
- (CF) Industrie pharmaceutique (8 009 salariés sur le TI)
- (CG) Industrie des plastiques et autres produits non minéraux (6 161 salariés sur le TI)
- Autres secteurs industriels (selon le code NA38)

Méthodologie : L'indice sectoriel de spécificité est le rapport du poids d'un secteur (ici en nombre de salariés) dans une zone d'étude au poids de ce même secteur dans la zone de référence. Par exemple, ici, le secteur (CD) Cokéfaction et raffinage a près de 16 fois plus de poids sur le territoire qu'en France (Source : URSSAF)

Source : URSSAF

Rosace des aménités – Axe Seine

Flux logistique de marchandises

Bénéficiant de son emplacement stratégique, HAROPA totalise plus de 80 millions de tonnes de trafic maritime par an. Premier port français, il dispose de 500 kilomètres de voies navigables et traite 3 millions de conteneurs maritimes traités par l'Axe Seine élargi (du Havre à Paris). Le transport routier le long de l'axe reste prépondérant pour les marchandises (85%), tandis que le transport ferroviaire est très peu utilisé (moins de 5% des acheminements de marchandises). (4)

Transport et mobilité

Le territoire Axe Seine compte 2 aéroports secondaires, le Havre et Rouen. Le territoire est particulièrement bien relié à la capitale, à laquelle il est possible d'accéder en 2h15 au départ du Havre en train et 1h20 au départ de Rouen.

Gestion du foncier

La consommation d'espaces naturels, agricoles, et forestiers s'élève à plus de 5000 hectares entre 2009 et 2023, et du foncier libre est aujourd'hui recherché par les industriels. A titre d'exemple, l'Etat a accordé 450 hectares d'espaces naturels et forestiers à l'artificialisation de HAROPA Port afin de poursuivre la réindustrialisation du territoire.

Formation et main-d'œuvre

L'Axe Seine compte deux grandes universités totalisant près de 40 000 étudiants. Comptant plus de 520 000 emplois, il accuse un taux de chômage de 13,9% chez les 15-64 ans, traduisant une baisse du nombre d'emplois dans l'industrie manufacturière de 21% entre 2008 et 2021. Le territoire compte 18% de cadres dans l'industrie, contre 14% en Normandie dans son ensemble et 20% à l'échelle nationale.

Besoin en eau

Si les prélèvements industriels dans le bassin Seine-Normandie ont baissé jusqu'au milieu des années 2010, notamment du fait de la désindustrialisation, ils se sont ensuite stabilisés. Les prélèvements agricoles sont, quant à eux, très variables d'une année à l'autre (5,7% du total des prélèvements en 2020), tandis que les prélèvements pour l'alimentation en eau potable sont stables, autour de 1,4 million de m³ par an. (0)

Besoin en énergie

Face à l'accroissement du besoin des industriels et les engagements des acteurs tels que la métropole Rouen-Normandie (« territoire 100% énergies renouvelables » d'ici 2050) et l'Eure (Eure transition verte), plusieurs projets ont été mis en œuvre. Le territoire s'est doté en 2022 d'une structure intervenant dans le développement et la distribution d'énergies renouvelables sur l'Axe Seine : la SEMASER. RTE prévoit de renforcer le réseau électrique en créant une ligne souterraine de 225 000 volts et 3 postes électriques entre Port-Jérôme et Le Havre.

Capital physique et infrastructures

Les infrastructures du territoire sont adaptées à la gestion de volumes industriels importants, notamment pour les activités à risque. Les dépenses d'équipement s'élèvent à 282€ hab/an, plus que chacun des 4 autres territoires d'industrie, traduisant une volonté du bloc communal d'investir pour un meilleur cadre de vie. (0)

Innovation

L'innovation bénéficie de financements conséquents, que ce soit via le secteur privé ou via les organismes publics. L'Axe Seine accueille le pôle de compétitivité NextMove, animateur de la « Mobility Valley », écosystème d'innovation dans le secteur des mobilités. Par ailleurs, 120 demandes de brevets ont été formulées en Seine-Maritime en 2023 (47 en Eure), soit plus que dans les 4 autres départements de la région. (0)

Logement et cadre de vie

L'Axe Seine dispose d'un parc immobilier varié, où près de 90% des logements sont des résidences principales, contre 82% sur l'ensemble de la France. Le territoire est doté d'un taux d'équipements socio-culturels de 2,70%, légèrement inférieur à la moyenne nationale (3,30%). (0) La Seine-Maritime est parmi les départements français comptant la plus grande proportion de logements sociaux, avec 12 pour 100 habitants, contre 7 pour l'Eure.

Insertion écologique et planification environnementale

Fort de nombreux espaces naturels protégés (9) et d'une biodiversité riche à sauvegarder, le territoire est confronté à d'importants enjeux environnementaux. L'Axe Seine compte 42 sites industriels à risque SEVESO (4% des sites à risque français). Face à ce constat, multiples initiatives ont été entreprises : HAROPA Port se veut « accélérateur de la transition écologique sur l'Axe Seine » et s'est fixé des objectifs ambitieux (40% de report modal pour le vrac en 2025), la Seine-Maritime s'est dotée d'un plan climat qui comprend 55 actions à mener d'ici 2026. (4)



La filière chimie est particulièrement organisée sur le territoire. Les associations et plateformes industrielles sont un atout d'attractivité de l'Axe Seine. Autour du projet SOCRATE (Synergie pour une Organisation Collective et Raisonnée sur l'Axe Seine de la Transition Énergétique), les acteurs locaux s'engagent pour la transition écologique et la décarbonation de l'industrie (labellisation ZIBAC en 2023, 7,4M€ pour la première phase du projet) : un projet collaboratif autour de piliers techniques, mais également socio-économiques (Formation, Emploi, ...) et environnementaux (Risques, Résilience, Acceptabilité). En outre, le territoire est dynamique et attire les leaders de la chimie de demain : investissement de 500M€ de Futerro pour construire la plus grande unité de chimie verte d'Europe, spécialisée dans le plastique biosourcé sur la ZIP de Port-Jérôme, implantation d'Eastman pour le recyclage du plastique avec 350 emplois directs et 1 500 indirects et un investissement de +1Mds€. (5)

De même, le projet DEZIR (Décarbonation en Seine-Eure et sur la Zone Industrielle de Rouen) porté par Verso Energy et l'entreprise VPK vise à la création d'une unité de captage du CO₂ émis par VPK afin de recycler celui-ci et produire un carburant d'aviation durable (e-SAF).

Enfin, une usine est en construction à Port Jérôme pour la production d'hydrogène par Air Liquide. Sa mise en service est prévue pour 2026.

Les universités du Havre et de Rouen sont également d'importants pôles de recherche et d'innovation. Leurs laboratoires accueillent des équipements scientifiques de pointe notamment dans le domaine de la chimie moléculaire.



Flux logistiques de marchandises

L'axe Seine s'appuie sur un réseau logistique extrêmement développé : outre le réseau autoroutier et ferroviaire, le territoire bénéficie du **complexe portuaire HAROPA Port**, n°1 français et l'un des leaders européens de l'approvisionnement énergétique.

Issu de la fusion des ports de Paris, du Havre, et de Rouen, HAROPA Port offre sur 5600 hectares d'activités économiques et emploie près de 1900 salariés. Établissant une connexion avec plus de 600 ports dans le monde, le port dispose de nombreuses infrastructures sur ses 500 kilomètres de voies navigables. HAROPA Port est engagé dans la décarbonation de l'Axe Seine, notamment par sa contribution au verdissement des flottes fluviales et maritimes ainsi que par les différents projets innovants qu'il porte. 85% des conteneurs arrivant ou partant du port transitent par la route, congestionnant et polluant les axes Le Havre-Paris, contre seulement 10% par le fleuve. (4) Face à ce constat, le port entreprend des travaux pour rendre son accès fluvial plus simple.

Au-delà des transports routiers, ferrés ou fluviaux, les filières de la chimie et de l'énergie demandent également des transports particuliers, avec un réseau de pipelines indispensable à la logistique des filières.

La Région Normandie et l'Etat sont impliqués pour soutenir la logistique sur le territoire, **filière complémentaire à l'industrie**. Le Schéma de cohérence logistique régionale est un instrument de prospective et d'accompagnement de la filière, utile pour anticiper les besoins de développement, notamment en termes de foncier.

Les acteurs de la logistique, accompagnés par Logistique Seine Normandie, doivent répondre aux défis de l'offre foncière, souvent mal perçus par les collectivités locales, d'après les acteurs interrogés. La sensibilisation des élus et techniciens aux impacts économiques et aux besoins de densification est au cœur de leur action. Au-delà des échanges avec le bassin parisien, des études sont menées pour développer de nouveaux débouchés logistiques vers Orléans et Rennes.

La **décarbonation des transports** est un enjeu fort de la logistique le long de l'Axe Seine où la route est encore un mode privilégié. Les acteurs travaillent à décarboner la logistique urbaine et en particulier avec l'essor de la cyclogistique pour le dernier kilomètre.

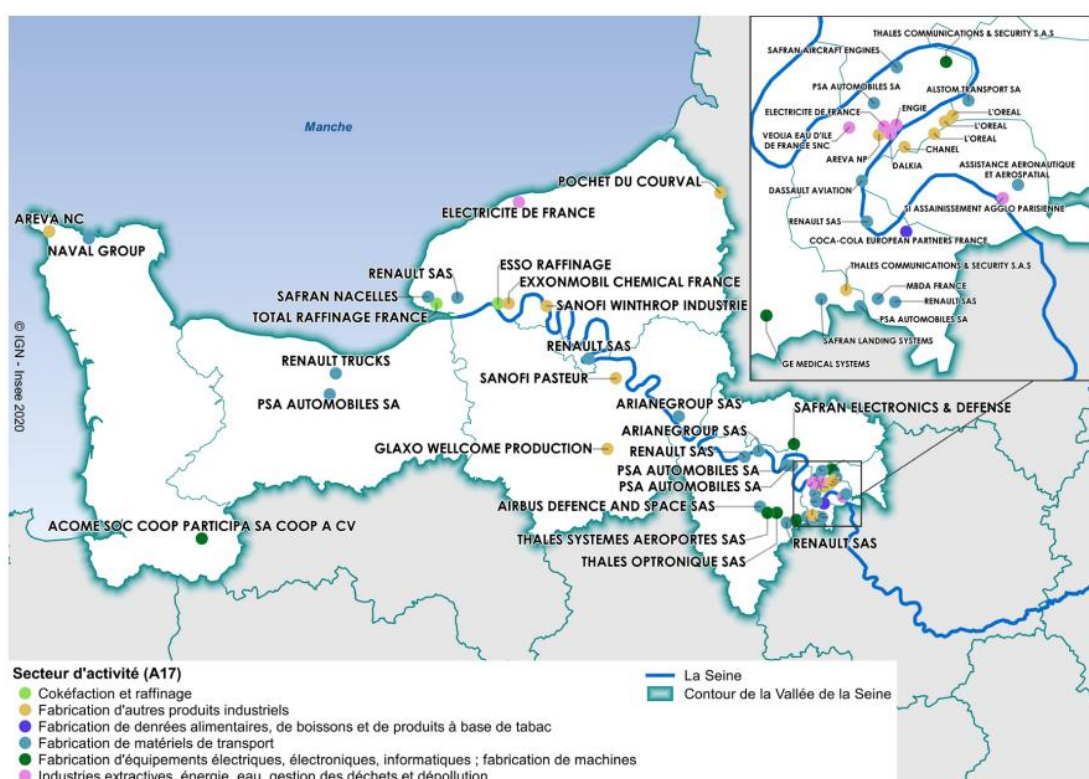
Formation et main d'œuvre

La formation est un axe au cœur du développement industriel de la région Normandie, particulièrement dans les secteurs de la chimie, de la pharmaceutique, et de l'aéronautique. Les initiatives de formation sont soutenues par des organismes tels que France Travail, qui collaborent avec des entreprises pour identifier les besoins en compétences et offrir des programmes adaptés. Par exemple, des formations spécifiques en métallurgie et en production pharmaceutique sont proposées par des institutions comme l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) et le groupe IMT, permettant aux travailleurs d'acquérir des compétences techniques essentielles pour répondre aux exigences de ces industries.

En Normandie, plus d'un demandeur d'emploi sur dix accède à la formation professionnelle, avec une augmentation notable des entrées en formation entre 2017 et 2022 . (6) Les compétences recherchées dans la région sont variées et couvrent plusieurs domaines industriels. Les métiers d'opérateur de production en pharmaceutique, de chaudronnier en métallurgie, et de technicien en maintenance sont particulièrement demandés. La région met également l'accent sur les **compétences en automatisation et en programmation**, nécessaires pour l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les processus industriels. Les entreprises locales, telles que Schneider et Sanofi, sont engagées dans des projets de décarbonation et nécessitent des compétences spécifiques pour mener à bien ces initiatives.

L'emploi dans la région est fortement influencé par les secteurs industriels dominants, comme l'aéronautique, la chimie, et la pharmaceutique. La région de l'Eure, en particulier, bénéficie d'un taux d'emploi supérieur à la moyenne régionale grâce à la présence de grands donneurs d'ordre comme Ariane Espace et Thalès. Cependant, l'adaptation de la sous-traitance automobile et la transition vers des technologies plus durables posent des défis importants. Les entreprises locales doivent s'adapter aux nouvelles normes et aux exigences de décarbonation, tout en faisant face à la **concurrence internationale** et aux coûts énergétiques élevés. En outre, il est prévu que les effectifs du second degré diminuent de 8 000 élèves de 2025 à 2030, ce qui va fortement influencer la disponibilité de jeunes talents pour les industries locales. (6)

Localisation des 50 plus grands établissements employeurs industriels de la Vallée de la Seine





Acteurs rencontrés

Haropa Port
France Chime
Logistique Seine Normandie
Préfecture de l'Eure
Seine Normandie Agglomération
Maison des Entreprises de l'Eure
France Travail

Sources

- (0) Voir page Indicateurs du territoire
 - (1) [RTE – Parc éolien de Fécamp](#)
 - (2) [Rouen Normandy Invest – Secteur de la chimie](#)
 - (3) [Région Normandie - Industrie](#)
 - (4) HAROPA – Echanges et [résultats 2023](#)
 - (5) [Région Normandie - Futerro](#)
 - (6) Echanges avec France Travail
-

Indicateurs du territoire



Indicateurs	Axe Seine	France	Source
Capital physique et infrastructures			
Part des locaux raccordables à la fibre optique (2024)	92,40%	88,20%	INSEE (2024)
Montant des dépenses d'équipement par habitant de la commune, 2023	282 €	215,58 €	Observatoire des finances et de la gestion publique locales (2023)
Innovation			
Demandes de brevet à l'INPI par département en 2023	Seine maritime et Eure : 167 demandes	Moyenne des autres TI : 101 demandes	INPI (2023)
Logement et cadre de vie			
Taux d'équipements socio-culturels pour 10 000 habitants 2023.	2,70%	3,30%	BPE (2023)
Taux de vacance de plus d'un an	3,50%	4,20%	DGFIP - CGDD (2017)
Insertion écologique et planification environnementale			
Nombre d'établissements industriels classés à risque Seveso	42	989	MTECT – Géorisques (2024)
Nombre d'espaces naturels	+9 (Boucles de la Seine Normande, Estuaire et marais de la Basse Seine, Marvais Vernier, Risle Maritime, Terrasses alluviales de la Seine, Vallée de l'Eure, Boucles de la Seine Aval, Estuaire de la Seine, Littoral Cauchois)	-	INPN, Réserves, parcs, sites naturels (2024)
Flux logistique de marchandises			
Nombre d'entrepôts et de plateformes logistiques (EPL) de 10 000m² ou plus, 2023.	Au moins 95	3749	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Part des entrepôts et plateformes logistiques dont l'industrie est le secteur du groupe et de l'entreprise exploitant. Région, 2023.	Normandie : 22,9%	20,10%	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Transport et mobilité			
Distance des aéroports	Le Havre-Octeville et Rouen Vallée de Seine	-	-
Nombre de gares tgv	2	-	SNCF
Foncier			
Disponibilité foncière et immobilière (en hectares disponibles)	352,9 hectares	816 sites recensés	INSEE , CEREMA (2021)
Secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique de 2012 à 2021, par département	Transports et entreposage	-	Observatoire de l'artificialisation des sols, CEREMA (2024)
Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2009 et 2023	5329 hectares	340454 ha Moyenne des autres TI : 2868 hec	Observatoire de l'artificialisation des sols – CEREMA (2024)
Formation et main d'œuvre			
Taux de croissance des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur au cours des 10 dernières années (%)	15,80%	16,50%	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2020)
Proportion d'actifs occupés travaillant à l'étranger (%) (2020)	0,10%	1,60%	INSEE (2020)
Besoin en eau			
Évolution des prélèvements en eau douce de l'industrie (%) 2014-2021	-7,30%	-22%	BNPE, OFB (2024)
Besoin en énergie			
Total net de la consommation (en milliers de TEP) (région)	3400 (5 ^{ème} région)	30 000 TEP	INSEE (2022)

Annexes

• **Tableau des indicateurs**

Indicateurs	Vallée de l'Arve	Nord Franche Comté	Lacq-Pau-Tarbes	Axe Seine	Lamballe Terre & Mer	France	Source
Capital physique et infrastructures							
Part des locaux raccordables à la fibre optique (2024)	66,90%	90,50%	90,30%	92,40%	55,80%	88,20%	INSEE (2024)
Montant des dépenses d'équipement par habitant de la commune, 2023	261 €	162,20 €	139 €	282 €	230,80 €	215,00 €	OFGL (2023)
Innovation							
Demandes de brevet à l'INPI par département en 2023	Haute Savoie : 153 demandes	Territoire de Belfort et Doubs : 63 demandes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées Atlantiques et Gers : 97	Seine maritime et Eure : 167 demandes	Côtes d'Armor : 25 demandes	Moyenne des autres TI : 101 demandes	INPI (2023)
Logement et cadre de vie							
Taux d'équipements socio-culturels pour 10 000 habitants 2023.	2,60%	4%	4,10%	2,70%	5,60%	3,30%	BPE (2023)
Taux de vacance de plus d'un an	3,40%	4,70%	5,60%	3,50%	4,7%	4,20%	DGFIP - CGDD (2017)
Insertion écologique et planification environnementale							
Nombre d'établissements industriels à risque Seveso	0	2	13	42	0	989	MTECT – Géorisques (2024)
Nombre d'espaces naturels	3 (Massif du Bargy, Aravis, Vallée de l'Arve)	3 (Côte de Champvermol, Etangs et vallées du Territoire de Belfort, Ballon des Vosges)	+ 9 (Vallée de l'Adour, Gave de Pau, etc)	+9 (Boucles de la Seine Normande, Estuaire et marais de la Basse Seine, etc)	3 (Baie de Saint-Brieuc est, Cap d'Erquy-Cap Fréhel, etc)		INPN, Réserves, parcs, sites naturels (2024)

Indicateurs	Vallée de l'Arve	Nord Franche Comté	Lacq-Pau-Tarbes	Axe Seine	Lamballe Terre & Mer	France	Source
Flux logistiques de marchandises							
Nombre d'entrepôts et de plateformes logistiques (EPL) de 10 000m² ou plus, 2023.	0	minimum 5	Moins de 5	Au moins 95	0	3749	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Part des entrepôts et plateformes logistiques dont l'industrie est le secteur du groupe et de l'entreprise exploitant, 2023.	Auvergne Rhône Alpes : 20,4%	Bourgogne Franche-Comté : 35%	Moyenne Occitanie/ Nouvelle-Aquitaine : 25,5%	Normandie : 22,9%	Bretagne : 25%	20,10%	CGDD - Répertoire des entrepôts et plateformes logistiques (2023)
Transport et mobilité							
Distance de l'aéroport le plus proche	50kms (Genève)	67kms (Bâle)	2 aéroports (Pau, Tarbes-Lourdes-Pyrénées)	80 kms (Beauvais depuis Rouen)	100kms (Rennes)	-	
Nombre de gares tgv	1	1	4	2	1	-	SNCF
Foncier							
Disponibilité foncière et immobilière (en hectares disponibles)	0	65,8 hectares	96 hectares	352,9 hectares	0	816 sites recensés	Observatoire de l'artificialisation des sols, CEREMA (2024)
Secteur d'activité surreprésenté dans la consommation d'espace économique de 2012 à 2021, par département	Hébergement -restauration	Transports et entreposage	Industrie	Transports et entreposage	Commerce	-	Cerema, fichiers fonciers de début 2012 à fin 2021 : Insee, démographie des établissements. (2025)
Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2009 et 2023	282 hectares	1487 hectares	4205 hectares	5329 hectares	964,3 hectares	340454 hec Moyenne des autres TI : 2868 hec	Observatoire de l'artificialisation des sols – CEREMA, 2024
Formation et main d'œuvre							
Taux de croissance des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur au cours des 10 dernières années (%)	-14,30%	-4,50%	1,50%	15,80%	-32,5%	16,50%	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2020)
Proportion d'actifs occupés travaillant à l'étranger (%) (2020)	10,20%	5,60%	0,10%	0,10%	0,10%	1,60%	INSEE (2020)
Besoin en eau							
Évolution des prélèvements en eau douce de l'industrie (%) 2014-2021	3,30%	-24,70%	-55,50%	-7,30%	-53,70%	-22%	BNPE, OFB (2024)
Besoin en énergie							
Total net de la consommation (en milliers de TEP) (région)	3517 (4ème région)	1200 (7ème région)	2200 (6ème région/ Nouvelle Aquitaine)	3400 (5ème région)	848 (11ème région)	30 000 TEP	INSEE (2022)



Pour découvrir et analyser davantage de données sur les territoires, flashez ce QR code ou rendez-vous sur :

<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/>

